MISSION LOCALE
réseaux pour l'emploi
Pays de Lorient

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015

# SOMMAIRE


04 Éléments de contexte

06 Les jeunes accompagnés

08 Les nouveaux inscrits

10 Les dispositifs d'accompagnement

16 Les parcours d'orientation, de formation et d'accès à la qualification

22 La sécurisation des parcours

24 L'accès à l'emploi

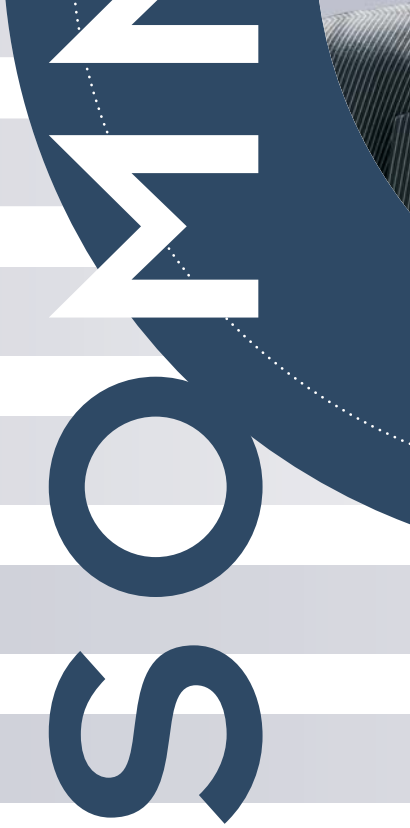
30 Expression libre : nouvelle action citoyenne

31 i-milo : nouveau système d'information

32 L'équipe et les instances

36 Les bilans territoires

54 Les comptes


**Directrice de la publication** : Fabienne CANUT • **Analyses** : Yann KERVIEL
**Graphisme et mise en page** : Com-K Créations • **Impression** : Imprimerie Ollivier (papier PEFC)
**Crédits photos :** Mission Locale réseaux pour l'emploi Pays de Lorient, Fotolia,
Pascal Perennec/Association régionale des Missions Locales de Bretagne, UIMM 35-56

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015

# LE MOT DU PRÉSIDENT

Le dernier rapport de France Stratégie, organisme de réflexion rattaché au Premier Ministre relève la dégradation de la situation des jeunes par rapport aux autres tranches d'âge de la population.
Le taux de pauvreté des 18-24 ans est ainsi passé de 17,6% en 2002 à 23,3% en 2012 quand il est tombé de 9,9% à 8,3% dans le même temps pour les seniors.
De plus, l'accès à l'emploi des jeunes est complexe, surtout pour les moins diplômés, ce qui peut affecter l'accès au logement.

## LA CAUSE DE L'EMPLOI DES JEUNES

**Accompagner plus efficacement la jeunesse vers l'âge adulte.**

Parmi les pistes de réflexion, il en est une qui mérite toute notre attention et qui doit faire son chemin : morale, politique et économique.
MORALE, pour dire qu'il s'agit d'une aide à l'autonomie et non pas d'assistance. POLITIQUE, parce qu'elle doit être portée par l'ensemble de la représentation nationale et locale. ÉCONOMIQUE, parce qu'elle doit trouver ces formes de financement dans la solidarité nationale.

**La Garantie jeunes ouvre la voie.**

En nous investissant dans l'expérimentation de la Garantie jeunes, administrateurs, direction et conseillers, c'est bien un acte politique et pragmatique que nous avons posé. Avec une allocation de 461 € par mois pour une durée d'un an, c'est un accompagnement renforcé qui est proposé. Il permet à chacun de multiplier les expériences professionnelles, d'acquérir des savoir-être en entreprise par le biais de regroupements collectifs, d'entretiens individuels et d'actions de mise en relation avec les employeurs.

**La Mission Locale en première ligne.**

Grâce au savoir-faire de nos professionnels, leurs convictions et leur engagement, nous percevons aujourd'hui la pertinence de ce nouveau dispositif. Les comités de pilotage que nous avons organisés, réunissant élus, direction et jeunes, le laisse présager. Il faudra donc aller plus loin, mais nous voyons se dessiner un triangle de la réussite pour la cause de l'emploi des jeunes entre accompagnement, lutte contre la pauvreté et insertion professionnelle.

Dominique LE VOUËDEC
Président, Vice-président de Lorient Agglomération

# ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Sources : Pôle emploi, Direccte Bretagne, SESE

## LE TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage en Bretagne est de 8,9% au 4e trimestre 2015, soit un taux identique au dernier trimestre 2014 (-0,1 pt). En France métropolitaine le taux s'élève à 10%, soit 1,1 pt de plus qu'à l'échelle de la Bretagne et affiche une évolution identique, soit -0,1 pt.
Au sein du territoire breton, les différentes zones d'emploi affichent des taux de chômage très différents. La moins touchée est la zone de Vitré (5,5%) et à l'opposé, nous trouvons la zone de Guingamp (10,6%).

**Taux de chômage par zones d'emploi Insee - 4e trimestre 2015**

Avec 10,4%, le taux de chômage sur le bassin de Lorient reste un des plus importants de la région. Il est également supérieur au taux régional et national.

## AU PAYS DE LORIENT, HAUSSE DE 4,8% DE LA DEMANDE D'EMPLOI DES JEUNES

Conformément à la tendance régionale et départementale, le demande d'emploi des jeunes sur la zone d'emploi de Lorient affiche une augmentation de +4,8% (+156 jeunes), soit 2,3 pts de plus qu'à l'échelle régionale. Mais cette augmentation reste inférieure à la demande d'emploi des autres publics, en augmentation de 5,8%.
Les jeunes représentent sur notre zone d'emploi 16% des demandeurs d'emploi de catégorie ABC**, soit 3 384 jeunes. Cette part est identique à l'échelle de la Bretagne.
La durée moyenne d'ancienneté au chômage des jeunes est de 240 jours.

**En Bretagne, la demande d'emploi augmente de**

**6,5%**

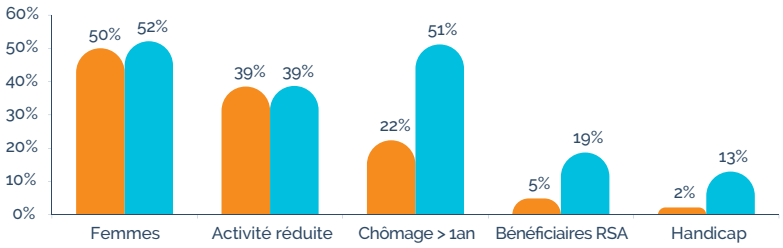
## DEMANDE D'EMPLOI

À la fin du mois de décembre 2015, le territoire breton affiche une évolution annuelle de +6,5% de la demande d'emploi (Cat. ABC**). À l'échelle du département du Morbihan, la hausse est de 6,7% et sur la zone d'emploi de Lorient +5,7%.
La demande d'emploi des jeunes bretons (moins de 25 ans) continue de progresser puisque fin décembre 2015 elle affiche une évolution annuelle de +2,5%. Cela représente, 40 780 jeunes DEFM* en catégorie ABC**, soit 15,5% des demandeurs d'emploi bretons.
À titre de comparaison, la demande d'emploi chez les 26-49 ans augmente de 6,1% et de 10,6% pour les plus de 50 ans.

# QUI SONT LES JEUNES DEMANDEURS D'EMPLOI ?



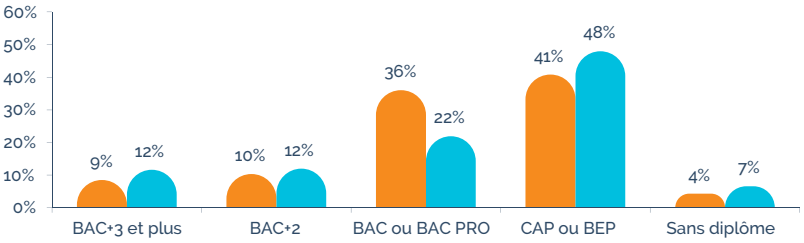
## Typologie de la DEFM* (cat. ABC**)



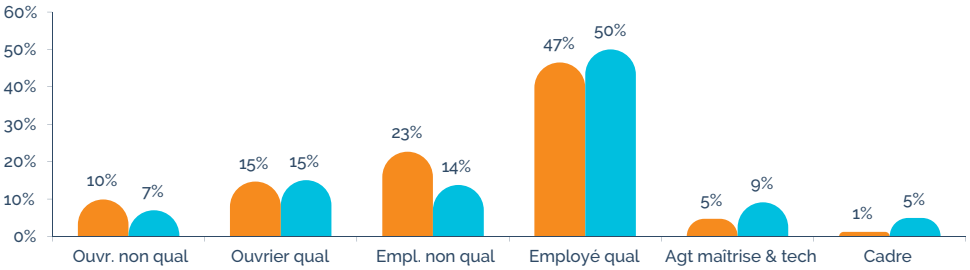

*Guide de lecture : En décembre 2015, 22% des jeunes du bassin de Lorient sont au chômage depuis plus d'un an contre 51% pour le reste de la population.*

## Niveau de formation de la DEFM* jeunes (cat. ABC**)

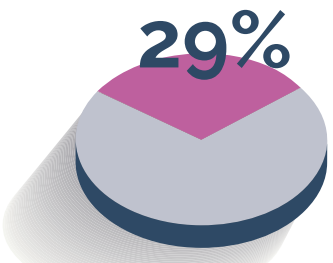
Jeunes
Autres publics




## Qualification de la DEFM* jeunes (cat. ABC**)

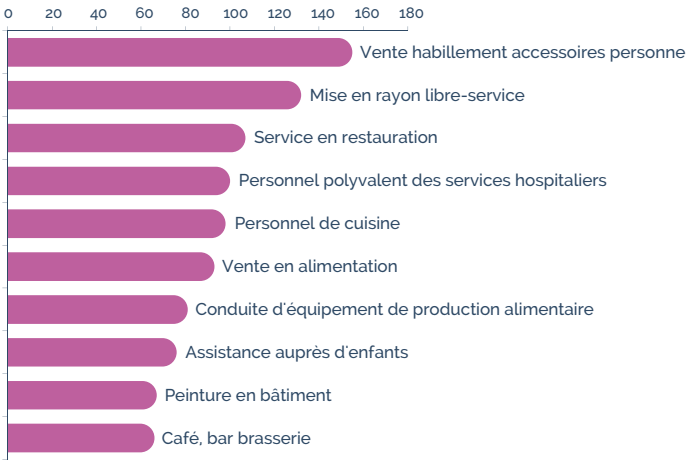



## Les 10 métiers les plus recherchés par les jeunes DEFM* (cat. ABC**)




10 métiers les + recherchés

Autres métiers




***DEFM :** Demandeurs d'emploi fin de mois. ****Catégorie A :** Personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, temporaire ou saisonnier). **Catégorie B :** Personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi. **Catégorie C :** Personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

# LES JEUNES ACCOMPAGNÉS

**4676** **jeunes en contact** (+3%/2014)

**3839** **jeunes accompagnés** (-8%/2014)

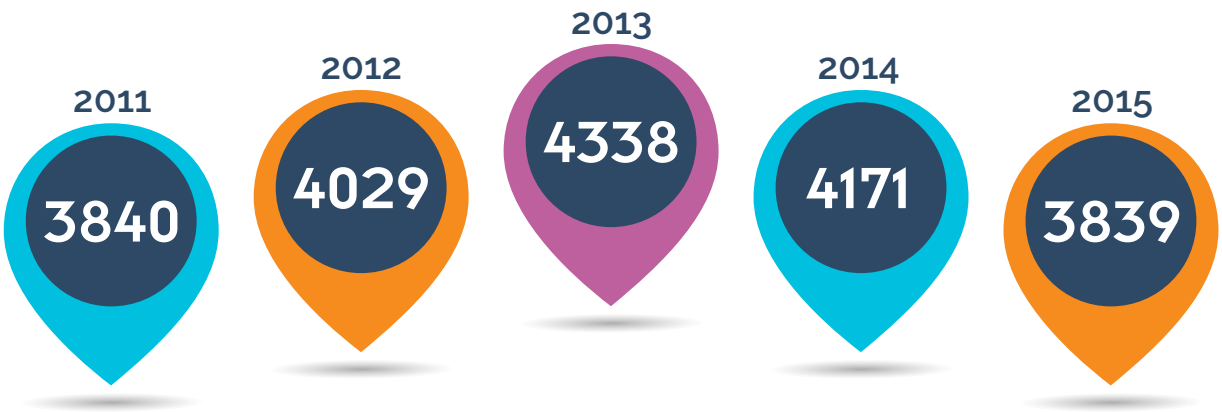
**1497** **nouveaux inscrits** (-11,5%/2014)

**En contact :** jeune ayant eu un contact avec la structure dans l'année.

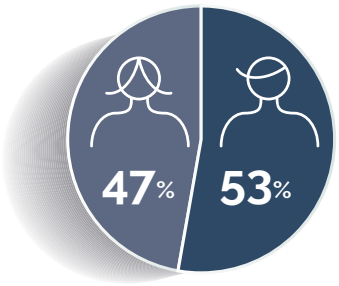
**Accompagné :** jeune ayant eu au moins un entretien individuel ou collectif dans l'année.

**Nouvel inscrit :** jeune accompagné et inscrit à la Mission Locale dans l'année (Focus page 8 du RA).

Les données par territoire sont disponibles à partir de la page 36 du rapport.



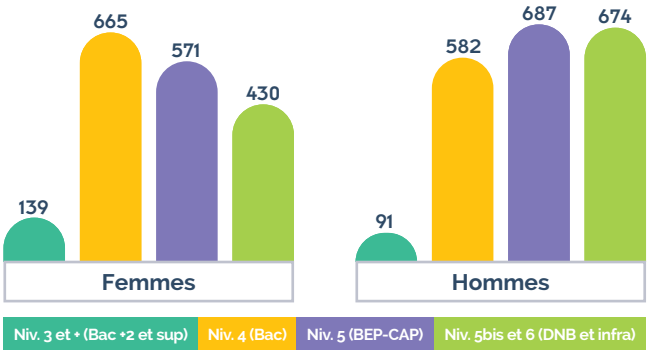

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE JEUNES ACCOMPAGNÉS




# RÉPARTITION PAR GENRE

La répartition par genre reste relativement stable par rapport à 2014. Néanmoins, la baisse de 11,5% de jeunes accompagnés concerne plus significativement les femmes : -10% de femmes, -6% d'hommes.

# RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE

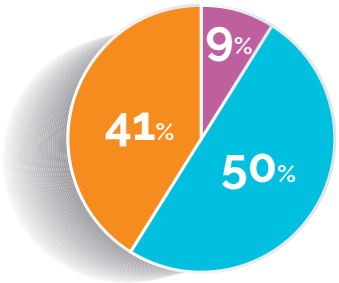



La répartition des jeunes par niveau reste très similaire à 2014. Chaque année, nous observons que les femmes sont plus qualifiées que les hommes (53% des niv 4 et 60% des niv 3 et +). À l'inverse, les hommes sont plus largement représentés chez les jeunes sans qualification (61%).

**Évolution par niveau des jeunes accompagnés (comparaison avec 2014)**

Notons que la diminution des jeunes accompagnés porte principalement sur les femmes de niveau 5 et + et sur les hommes de niveau 5.

| Niveau | Femmes | Hommes | Jeunes |
|---|---|---|---|
| Niveau 3 et + (Bac+2 et sup) | -20% | -6% | -15% |
| Niveau 4 (Bac) | -9% | -2% | -6% |
| Niveau 5 (BEP-CAP) | -14% | -14% | -14% |
| Niveaux 5bis et 6 (DNB et infra) | -2,5% | = | -0,6% |




# RÉPARTITION PAR ÂGE

Mineurs | 18-21 ans | 22-25 ans

La répartition par tranche d'âge n'affiche pas d'évolution significative (l'âge est calculé au 01/07/2015).

# AUTRES CARACTÉRISTIQUES

**55%** des jeunes vivent chez leurs parents
31 % en logement autonome
13% en logement temporaire
1% en hébergement précaire

**8%** des jeunes sont parents

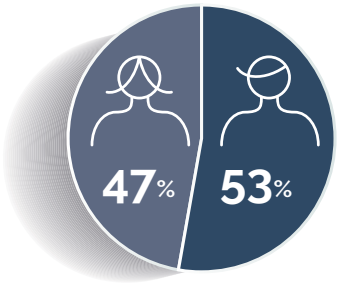
**39%** des jeunes possèdent le permis B
12% des jeunes sont en phase d'apprentissage

**12,5%** des jeunes résident dans des **quartiers prioritaires** de la ville (QPV)

# LES NOUVEAUX INSCRITS

**1497 nouveaux inscrits**
(-11,5%/2014)

Cette année, la part des jeunes à s'inscrire à la Mission Locale baisse de 11,5%. En 2014, nous observions pour la première fois une baisse des inscriptions, tendance qui s'est poursuivie en 2015. Cette diminution est sans aucun doute multifactorielle.




## RÉPARTITION PAR GENRE

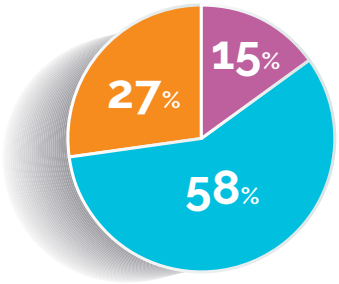
La baisse du nombre de primo-accueillis concerne autant les hommes que les femmes. Nous observons par ailleurs que la répartition par genre est identique à l'année précédente et à celle des jeunes accompagnés.

## FILIÈRES SCOLAIRES

> 1 jeune sur 3 issu d'une filière générale

**Principales filières scolaires réparties par grand domaine Rome**

| | |
|---|---|
| 37,7% | Filière générale (+5,8 pts) |
| 13,9% | Commerce, vente et grande distribution (=2014) |
| 10% | Services à la personne et à la collectivité : (=2014) |
| 8,1% | Support à l'entreprise (-2,4 pts) |
| 5,5% | Installation et maintenance (-2,2 pts) |
| 5,4% | Construction, bâtiment et travaux publics (-1,8 pts) |
| 5,4% | Hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animation (-0,2 pts) |
| 5,3% | Industrie (-0,6 pts) |
| 8,7% | Autres filières |




# RÉPARTITION PAR ÂGE

Mineurs | 18-21 ans | 22-25 ans

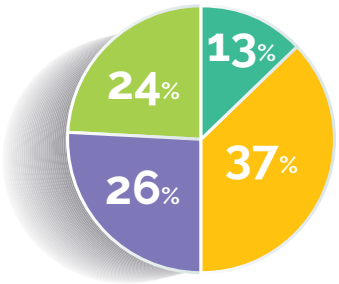
À l'image des jeunes accompagnés, la majorité des jeunes nouveaux inscrits sont âgés de 18 à 21 ans (plus d'un jeune sur deux). Par rapport à 2014, la part des 18-21 ans augmente de 4 points. Les mineurs totalisent quant à eux, 15% des jeunes primo-accueillis, comme en 2014.

# RÉPARTITION PAR NIVEAU SCOLAIRE À L'INSCRIPTION

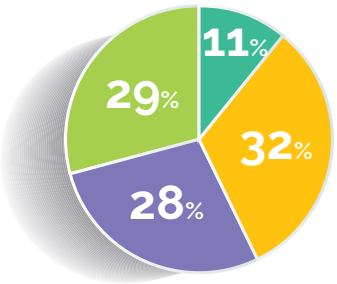
### > 1 jeune sur 2 de niveau 5 ou supérieur

Nous observons en 2015, une légère augmentation des nouveaux inscrits de niveau 3 et sup. (+3 points sur l'ensemble des jeunes). Cette augmentation touche aussi bien les femmes (+5 points) que les hommes (+4 points). Les niveaux 4 baissent de 4 points et les niveaux 5 de 2 points.
À l'inverse, les jeunes sans qualification voient leur part augmenter de 3 points. Néanmoins, si nous scindons les jeunes en 2 grandes catégories de niveau, 4 et sup. d'une part, 5 et infra d'autre part, la représentation s'équilibre parfaitement (50-50). En 2014, le constat était quasiment identique (49-51).

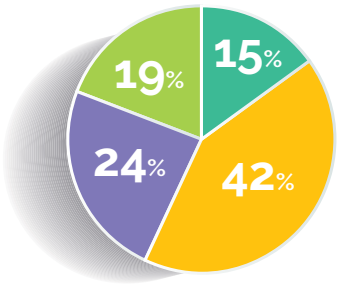
**Global**




**Hommes**

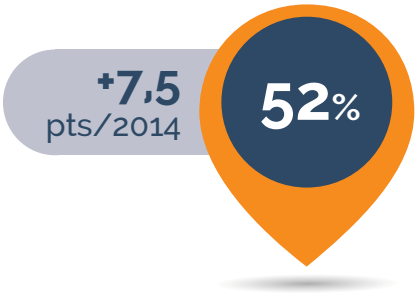



**Femmes**




Niv. 3 et + (Bac +2 et sup.) | Niv. 4 (Bac) | Niv. 5 (BEP-CAP) | Niv. 5bis et 6 (DNB et infra)

# LES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT




**des jeunes sont accompagnés dans le cadre d'un dispositif**

En 2015, **1 999 jeunes** ont bénéficié d'un accompagnement renforcé dans le cadre d'un ou plusieurs dispositifs d'accompagnement spécifiques. L'augmentation du nombre de jeunes s'explique par le déploiement de l'expérimentation « Garantie jeunes » sur le département du Morbihan.

## Répartition des dispositifs d'accompagnement par échelon territorial

| Échelon dispositif | Nom dispositif | Description | Année de lancement | Nombre de jeunes accompagnés* | Dont jeunes entrés en 2015** |
|---|---|---|---|---|---|
| LOCAL | **Kart'Emploi** | Accompagnement vers l'alternance ou l'emploi des jeunes issus des quartiers prioritaires de Lorient | **2013** | **80** | **51** |
| | **Libr'Emploi** | Accompagnement spécifique des jeunes sous-mains de justice | **2010** | **66** | **31** |
| RÉGIONAL | **CAQ** (Contrat d'accès à la qualification) | Accompagnement vers la qualification | **2012** | **146** | **93** |
| NATIONAL | **ANI** (Accord national interprofessionnel) | Accompagnement des jeunes décrocheurs scolaires non diplômés | **2011** | **171** | **49** |
| | **CIVIS** (Contrat d'insertion dans la vie sociale) | Accompagnement global vers l'emploi durable | **2005** | **1279** | **499** |
| | **Emploi d'avenir** | Accompagnement mis en place simultanément au contrat pour assurer le maintien dans l'emploi et l'accès à la qualification | **2012** | **385** | **116** |
| | **Garantie jeunes** | Accompagnement intensif (collectif et individuel) pour les jeunes en situation de grande vulnérabilité sur le marché du travail | **2015** (Avril) | **178** | **178** |
| | **Parrainage** | Accompagnement des jeunes en recherche d'emploi par des professionnels bénévoles partenaires (dirigeants d'entreprises, responsables RH…) actifs ou retraités | **1997** | **163** | **99** |
| | | | **TOTAL GÉNÉRAL*** ** | **1999** | **955** |

*Jeune accompagné dans un dispositif sur une période ou toute l'année 2015. Son entrée dans le dispositif peut avoir été contractualisée l'année précédente.
**Jeune entré dans un dispositif courant 2015.
***Les totaux généraux ne sont pas des sommes car un jeune a pu être accompagné dans plusieurs dispositifs au cours de l'année 2015.

Le travail d'accompagnement s'exerce sur l'ensemble des leviers qui favorisent l'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs.

Cette approche globale est mise en œuvre dans une relation singulière avec chaque jeune, prenant en compte la personne dans son contexte de vie.

**L'accompagnement individualisé nécessite une contractualisation entre le jeune et la Mission locale et se traduit notamment par :**

- **une fréquence d'entretiens élevée**
  et des contacts réguliers.
  La moyenne des entretiens/jeune/an est de 6,90 contre 2,86 pour les jeunes non accompagnés.
  La moyenne des contacts/jeune/an est de 8,62 contre 3,70 pour les jeunes non accompagnés.
- **une pédagogie d'accompagnement**
  basée sur la confiance, le soutien et l'encouragement.
- **un appui spécifique et adapté** aux problématiques des jeunes dans leur parcours vers l'emploi ou la formation.
- **une valorisation des ressources du jeune**,
  plus qu'une identification de ce qu'il faut compenser.
- **la mobilisation du partenariat** avec les organismes de formation, les entreprises et les acteurs pouvant « interagir » sur les parcours individuels.

Ces dispositifs s'adressent globalement aux jeunes les moins qualifiés de niveau 5 et infra, souvent éloignés de l'emploi et en situation de vulnérabilité sur le marché du travail. Ils visent l'acquisition de qualification et d'expérience professionnelle pour accéder à l'autonomie sociale et professionnelle.

Au-delà des dispositifs, accompagner un jeune consiste à lui donner des outils pour prendre sa vie en main. L'accompagnement en Mission Locale a une finalité d'émancipation. L'objectif est d'amener le jeune à comprendre par lui-même sa situation, de l'aider à connaître ses besoins et ses freins, d'identifier ce sur quoi il doit agir et comment, et trouver des solutions… Cela implique d'être dans une relation de confiance avec les jeunes.

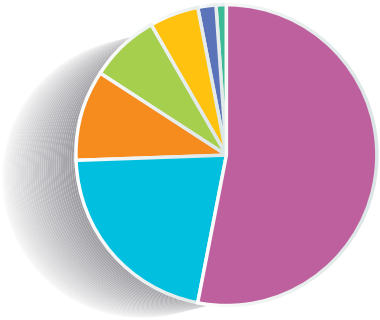
*« Les professionnels des Missions Locales ne produisent pas l'emploi mais bien d'autres choses : du pouvoir d'agir, un changement de conception de son environnement et de son rapport à son environnement. Un jeune pourra ainsi passer du sentiment d'impasse, de subir, à l'idée qu'il y a peut-être une place pour lui et qu'il va y arriver. »*

**Marie-Hélène Doublet**, docteure en psychologie du travail, spécialiste des interactions entre professionnels de l'insertion et bénéficiaires.

## Les propositions faites aux jeunes

### > 3 propositions sur 4 sont liées à l'emploi ou au projet professionnel

**Les propositions faites aux jeunes par l'équipe de conseillers(ères) sont réparties en 7 thématiques.**
La répartition reste comparable à celle observée les années précédentes.
Les services liés à l'accès à l'emploi (techniques de recherche d'emploi, mise en relation sur offres d'emploi, intermédiation entreprise…) restent les plus proposés.



| 53% | 21,5% | 10% | 7,5% | 5% | 2% | 1% |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Accès à l'emploi | Projet professionnel | Formation | Citoyenneté | Santé | Logement | Loisirs, sport, culture |

# FOCUS : LA GARANTIE JEUNES

## « LA PHILOSOPHIE »

La Garantie jeunes s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus, qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, dont les ressources ne dépassent pas le plafond du revenu de solidarité active et qui sont en grande précarité.

**AVEC CE DISPOSITIF, LE JEUNE PEUT S'INSCRIRE DANS UN PARCOURS ACTIF D'INSERTION PROFESSIONNELLE.**

PENDANT UN AN, IL BÉNÉFICIE :

- **d'un accompagnement collectif intensif sur 5 à 6 semaines** pour le préparer à l'univers de l'entreprise suivi d'un accompagnement individuel avec des regroupements collectifs hebdomadaires sur une durée globale de 12 mois,
- **d'immersions régulières en entreprise** (stages, apprentissage…) pour le confronter à la réalité des situations de travail en entreprise,
- **d'une allocation de 461,72 euros mensuels** pour faciliter ses démarches d'accès à l'emploi, dégressive au fur et à mesure qu'il perçoit des revenus de ses activités.

**L'entrée dans le dispositif est décidée après évaluation de la situation du jeune,** dans le cadre d'une commission locale, présidée par les services de l'État, avec les acteurs pertinents en matière d'insertion des jeunes.

**C'est un dispositif d'accompagnement global renforcé.** Il s'agit d'amener les jeunes vers l'autonomie en alliant la multiplication de mises en situation professionnelles, stages, contrats de travail, formations, bénévolats et la « résolution » de problématiques sociales (logement, santé, mobilité, budget…). Il ne s'agit pas de lever les obstacles les uns après les autres pour permettre l'insertion, mais de traiter l'ensemble simultanément.

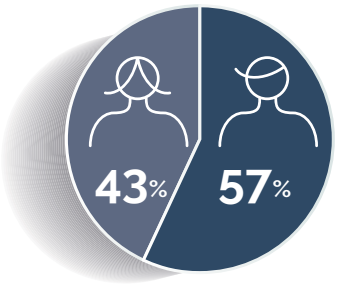
**Les jeunes participent à des ateliers.** Ils préparent leur entrée en stage, en formation, en emploi. La pédagogie s'articule autour des compétences, de la valorisation, de la confiance en soi et envers les autres, de la mise en action, de la construction d'une dynamique, d'un rythme. Les jeunes sont force de proposition et conduisent toutes sortes de projets.

**Puis viens la période du post-collectif** où les jeunes travaillent individuellement et en groupe sur leurs projets professionnels. Ils sont reçus régulièrement de manière individuelle ou collective à leur demande et sur convocation des conseillers. Le contrat d'engagement signé à l'entrée dans la Garantie jeunes les amène à devoir répondre aux sollicitations des conseillers quand ils ne sont pas en situation d'emploi, d'immersion en entreprise, de service civique, etc.

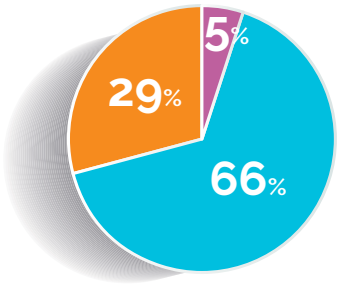
# CARACTÉRISTIQUES DES JEUNES

**178 jeunes**
**sont entrés sur le dispositif entre le 13 avril et le 31 décembre 2015 sur les sites de Lorient et Hennebont**

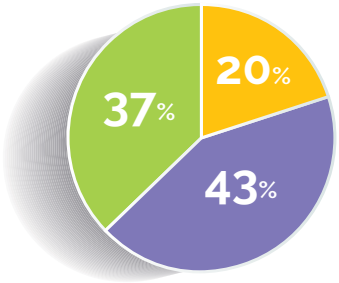
## Répartition par genre




## Répartition par âge



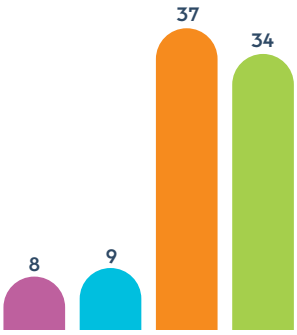

Mineurs | 18-21 ans | 22-25 ans




## Répartition par niveau

Bien que ce ne soit pas un critère d'éligibilité au dispositif, les jeunes de faible niveau de qualification sont très largement représentés. 80% des jeunes ont un niveau 5 ou infra alors qu'ils représentent 62% des jeunes accompagnés à l'échelle de la structure.

Niv. 4 (Bac) | Niv. 5 (BEP-CAP) | Niv. 5bis et 6 (DNB et infra)




# SITUATIONS DE VULNÉRABILITÉ

Mesure éducative | Accompagnement social, éducatif, judiciaire (hors GJ)
Rupture familiale | Éloignement familial

La moitié des jeunes entrés sur le dispositif sont en situation de vulnérabilité.

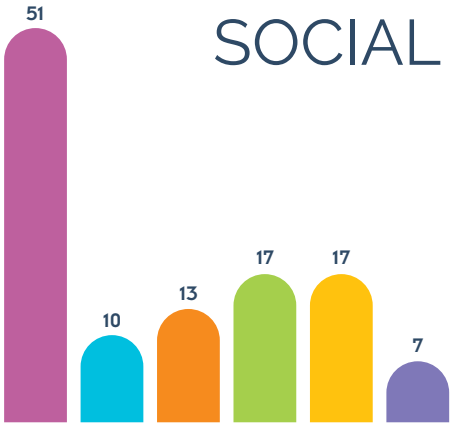
# SITUATIONS DÉBUTÉES DANS LE DISPOSITIF

52% des jeunes ont pu découvrir un environnement professionnel entre avril et décembre 2015 : immersions en entreprise, services civiques, contrats de travail, missions intérim, etc.
32% des jeunes n'ont pas connu d'entrée en situation car certains sortaient tout juste de la période collective au mois de décembre 2015 (17%) et d'autres se trouvaient encore dans la période collective (15%).

| | |
|---|---|
| Contrat en alternance | 18 |
| Emploi | 161 |
| Formation | 7 |
| Immersion en entreprise | 63 |
| Dispositifs éducation nationale | 1 |
| **TOTAL** | **250** |

# FOCUS : LA GARANTIE JEUNES

## L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL




- **2 jeunes sur 3** ont bénéficié d'un accompagnement social intensif
- **44%** des jeunes ont accédé à un logement autonome
- **15%** des jeunes ont mis en œuvre un parcours de soin, notamment via un partenariat avec le « Point d'accueil écoute jeunes »

Accès à un logement autonome | Obtention du code de la route | Obtention du permis de conduire
Mise en œuvre d'un parcours de soin | Reconnaissance travailleur handicapé | Accès au droits

## LES PROJETS MENÉS PAR LES JEUNES

**Citoyenneté-Espaces verts Hennebont :** 20 jeunes mobilisés sur une journée de découverte des métiers des espaces verts à Hennebont avec visite de l'atelier espaces verts de la ville, pique-nique et nettoyage de deux sites (ferme du Merdy et gymnase de Kerlivio).

**Citoyenneté - Nettoyage de la plage de Port-Louis :** 10 jeunes mobilisés pendant 4 heures sur le ramassage de déchets sur la plage de Port-Louis. Initiative saluée par le maire, venu en personne sur le site.

**Animation au Festival Interceltique :** voir témoignage ci-contre.

**Sortie à Guerlédan :** visite du musée de l'électricité et randonnée autour du lac.

**Intervention de Camel Guelloul :** ancien toxicomane, Camel Guelloul a créé l'association Apica (Association de prévention et d'information sur les conduites addictives) pour sensibiliser les adolescents aux dangers de la drogue. Son témoignage a touché les jeunes de la Garantie jeunes.

**Participation à l'entretien des jardins partagés de Kérihouais à Hennebont :** un groupe de 5 jeunes a sollicité l'association « Les jardins de Kérihouais » pour organiser une après-midi autour des espaces verts. Sous son impulsion, une promotion entière, soit 15 jeunes, a participé aux activités de bêchage, désherbage, réalisation de semis et entretien des jardins partagés du quartier.

**Bénévolat à la Volvo Ocean Race :** 5 jeunes de la première promotion ont réalisé des tâches très diverses : surveillance des pontons, régulation de l'accès du public, distribution de tickets repas et de tenues aux autres bénévoles, contrôle de l'accès au cinéma et animation auprès d'enfants.

# TÉMOIGNAGE SUR LE PORTAGE DE PROJET DES JEUNES : EXEMPLE DU FESTIVAL INTERCELTIQUE

*« Le projet lié au Festival Interceltique a été porté par un groupe de jeunes engagés dans la première promotion Garantie jeunes de Lorient.*
*Au cours de l'atelier « Créez votre programme », plusieurs idées ont émergé et le projet d'animer un stand dans le cadre du festival a été retenu. La quasi-totalité du groupe, porté par un fort esprit de cohésion, a tout de suite adhéré.*
*Ils se sont investis dans les premières étapes souvent essentielles d'un projet : qui, quoi, où, quand, comment… avec le soutien de l'équipe d'animation.*
*Les jeunes ont eux-mêmes pris contact avec les représentants du FIL pour exposer leur idée : animer un stand de maquillage pour enfants et adultes, sans aucune exigence de participation financière, juste pour amuser et faire plaisir.*
*Ils ont découvert toute la complexité d'un montage de projet. Son écriture, le financement, l'organisation matérielle, la problématique de la communication et les réajustements nécessaires pour répondre de manière conforme à la convention qui a été signée entre le Festival et la Mission Locale.*
*Ce groupe de huit jeunes qui ne se connaissaient pas, a su pendant 2 mois, quotidiennement, se mobiliser dans l'organisation, dans l'acquisition de compétences en maquillage, dans toute la logistique, pour répondre au défi qu'ils s'étaient lancés.*
*Et assez logiquement, le succès fut au rendez-vous puisque de nombreux festivaliers, parents et enfants, se sont prêtés au jeu. »*

**Fabienne Chaudy**
Conseillère Garantie jeunes

# PAROLES DE JEUNES : QU'EST-CE QUE VOUS APPORTE LA GARANTIE JEUNES ?

« Avec la Garantie jeunes, j'ai trouvé ma voie et un travail ! »

« On se fait des amis. »

« Les journées sont plus longues : quand on se lève, on fait plus de choses. »

« J'ai découvert que je pouvais rester assise toute une journée… »

« Au moins, je connais mes compétences. »

« Le fait de livrer des choses personnelles (on n'a pas l'habitude de parler devant un groupe) m'a fait prendre conscience que je devais poursuivre une voie que j'avais abandonnée. »

« Fini la galère, j'ai un appartement et je vais faire un stage pour savoir si je fais l'affaire pour un emploi d'avenir. »

« Grâce à la Garantie jeunes, je vois plus clair dans mon avenir professionnel. »

# LES PARCOURS D'ORIENTATION, DE FORMATION, D'ACCÈS À LA QUALIFICATION

**779** jeunes ont bénéficié de 915 situations de formation en 2015

Accompagner les parcours d'orientation et de formation suppose une approche ouverte afin d'encourager le jeune à élargir ses perspectives.

Le travail d'accompagnement assuré par les conseillers de la Mission Locale est aujourd'hui plus qu'hier, traversé par des évolutions sociétales majeures. De l'évolution des formes d'emploi aux impacts du numérique, ces évolutions sont très rapides. Elles génèrent de nouveaux usages comme la « serendipité » (aller au hasard, fureter, « surfer sur le net ») et modifient la dynamique des parcours. Le passage de modalités linéaires chronologiques à des modes plus itératifs (essai, erreur) amène les jeunes à des investigations ou des choix perçus quelquefois comme apparemment incohérents. La logique n'est pas rationnelle mais plutôt opportuniste, circulaire et ouverte : « on recherche plusieurs choses en même temps ».

Face à ces constats, l'exigence est importante pour les conseillers de la Mission Locale puisque les nouveaux comportements des jeunes demandeurs d'emploi nécessitent des postures professionnelles renouvelées. L'expertise se déplace vers la médiation, c'est-à-dire que nous aidons le jeune à comprendre l'information et à la vérifier, nous l'aidons à faire des choix éclairés…

Développer la curiosité, permettre l'exploration d'hypothèses diverses, multiplier les expériences, deviennent des enjeux prioritaires dans nos pratiques et dans le développement des actions avec nos partenaires de l'emploi et de la formation.

Parallèlement, la loi du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle crée de nouveaux droits pour les actifs, salariés et demandeurs d'emploi, notamment le « Conseil en évolution professionnelle » (CEP) et le « Compte personnel formation » (CPF). Leur mise en œuvre, débutée en 2015, constitue un nouveau cadre d'intervention pour l'accompagnement des évolutions et/ou des transitions professionnelles des jeunes. Néanmoins, les dispositions règlementaires et opérationnelles qui accompagnent leur déploiement demeurent encore incomplètes et nos évolutions de service verront le jour de manière plus lisible courant 2016.

# LES ACTIONS DE FORMATION POUR DÉVELOPPER SON POTENTIEL

Ces actions s'adressent aux jeunes les plus éloignés de l'emploi et visent à initier une trajectoire d'insertion, à repérer et à réduire les freins à cette dynamique. Elles ont le plus souvent pour objectifs de :

- **développer des aptitudes comportementales, sociales, d'adaptation,**
- **développer des capacités d'autonomie dans la vie quotidienne, dans les démarches et dans les choix,**
- **améliorer l'image et la confiance en soi.**

| Principales actions (entrées 2015) | Nombre de situations | Nombre de jeunes | % jeunes sans qualification | % femmes |
|---|---|---|---|---|
| Prestation préparatoire à l'insertion (PPI) et Prestation d'orientation professionnelle français langues étrangères (POP FLE) | 84 | 84 | 67% | 49% |
| Autres actions de mobilisation et Insertion par l'activité économique | 50 | 50 | 68% | 28% |
| Prestations/Mission de lutte contre le décrochage scolaire et la Mission insertion jeunes de l'Enseignement catholique | 21 | 21 | 81% | 57% |

Le nombre de jeunes accueillis dans le cadre des dispositifs d'insertion de l'Éducation Nationale (MLDS/MIJEC) est stable par rapport à 2014, mais la part des jeunes sans qualification augmente de façon significative, passant de 55% en 2014 à 81% en 2015.
Les autres actions de mobilisation/insertion connaissent une baisse des entrées. La mise en œuvre de la Garantie jeunes qui vise la même catégorie de jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle offre de nouvelles opportunités et peut expliquer cette tendance.
Plus globalement, la relative stabilité du nombre de jeunes accompagnés de faible niveau de qualification nécessite le recours à une offre de formation innovante et diversifiée, afin de favoriser l'initiation ou la reprise des trajectoires d'insertion.

## LES ACTIONS TERRITORIALES EXPÉRIMENTALES (ATE)

La prépa Diderot de l'Université sociale

**Les ATE renforcent l'offre mobilisation-insertion sur le territoire et impulsent de nouvelles approches pédagogiques au bénéfice des jeunes rencontrant des difficultés particulières.**

Depuis plusieurs années au pays de Lorient, nous bénéficions d'une offre intéressante d'actions territoriales expérimentales comme OVAL (Agora services), la Prépa Diderot (Université sociale), Remise en Jeu (Passion sport), IDEE (Sauvegarde 56). Ces actions de remobilisation sont construites autour de projets culturels, artistiques ou sportifs qui favorisent découverte et estime de soi, motivation et persévérance. Elles sont financées et soutenues par le Conseil régional de Bretagne, le Conseil départemental du Morbihan et constituent une étape pertinente dans le parcours d'insertion. **35 jeunes ont intégré ces actions en 2015.**

# LES PARCOURS D'ORIENTATION, DE FORMATION, D'ACCÈS À LA QUALIFICATION

## LES ACTIONS POUR AGIR ET DÉCIDER DE SON ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Ces actions visent la définition ou la clarification d'un objectif professionnel et ont pour finalité de :

- **découvrir des métiers, élargir les choix professionnels,**
- **développer une méthodologie de l'information et de l'orientation,**
- **définir un projet ou en vérifier sa faisabilité et les conditions de sa réalisation.**

| Principales actions (entrées 2015) | Nombre de situations | Nombre de jeunes | % jeunes sans qualification | % femmes |
|---|---|---|---|---|
| Orient'Action : prestation d'aide à l'orientation Mission Locale | 80 | 80 | 15% | 57% |
| Plate-forme d'orientation professionnelle (POP) | 252 | 252 | 13% | 58% |
| Immersion en entreprise (PMSMP) | 552 | 392 | 28% | 53% |

En 2016, l'offre de formation et d'accompagnement dans le champ de l'aide à l'orientation professionnelle s'est fortement diversifiée. La mise en œuvre sur notre territoire de l'action AFPA « Déclic pour l'Action » et le renforcement de l'immersion en entreprise par le biais des PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) constituent de nouvelles opportunités et modalités de travail sur le projet professionnel, qui favorisent l'itérativité nécessaire au développement du projet.

L'offre de formation traditionnellement développée dans le cadre du DRIP (Dispositif régional d'insertion professionnelle) se trouve donc réinterrogée et les enjeux d'articulation entre dispositifs sont au cœur des échanges avec les partenaires. La baisse de fréquentation de la POP (Plate-forme d'orientation professionnelle) atteint 17% en 2015. Elle était contenue en 2014 mais se confirme en 2015. La modification des conditions de rémunération opérée par le Conseil régional en juin 2014 rend cette prestation moins sécurisée sur le plan financier, ce qui peut constituer un obstacle pour certains jeunes.

En Quête de Métiers, la construction navale : visite de l'anneau de Kéroman

En Quête de Métiers, la construction navale : « Kfé métiers » au BIJ de Lorient

# « EN QUÊTE DE MÉTIERS », EN PARTENARIAT AVEC LE BIJ DE LORIENT

Le projet « En quête de  métiers » est né de la fusion de deux initiatives. Les « Kfés métiers » portés par le BIJ de Lorient depuis 2012 et l'Espace découverte des métiers, plate-forme de découverte des métiers développée par la Mission Locale durant de nombreuses années.

La volonté conjointe de dynamiser l'information sur les métiers et le travail coopératif des deux équipes a fait émerger un nouveau concept organisé en trois temps :

- **LE « KFÉ MÉTIERS »**
- **LES VISITES D'ENTREPRISES**
- **LA DÉCOUVERTE DES FORMATIONS**

## OBJECTIFS DE L'ACTION

- **Pour les jeunes et adultes invités** :
  découvrir, s'informer sur les métiers, connaitre l'environnement économique local.
- **Pour les professionnels associés** :
  informer les jeunes sur leur métier, partager leur expérience et la vision de leur métier avec d'autres.
- **Pour tous** :
  encourager les échanges et l'expression autour de la connaissance des métiers afin de susciter la curiosité et faciliter les choix professionnels.
- **Mettre en perspective les parcours de formation possibles en présentant l'offre de formation locale.**

La  première session en octobre 2015 a été axée sur la thématique de la construction et de la réparation navale avec la contribution active de Bretagne Pôle Naval. Les participants ont relevé de nombreux points de satisfaction, notamment sur la qualité des échanges avec les intervenants, l'intérêt des visites et la participation des organismes de formation. Environ cinquante jeunes ont participé à cette première session thématique.

**Deux sites proposés à la visite : l'anneau de KEROMAN et NAVTIS**

Afin d'illustrer les propos échangés lors du « Kfé métiers », nous avons organisé la visite de l'anneau de Keroman par un responsable de la SEM. Les participants ont ensuite visité NAVTIS, une des entreprises implantée sur l'anneau.

Pour clôturer cette première, le CFA de Lorient, le GRETA, l'IUT, le Pôle de formation des industries technologiques et l'AFPA sont venus à la Mission Locale présenter aux jeunes un large panel de formations allant du CAP au Bac +4.

# LES PARCOURS D'ORIENTATION, DE FORMATION, D'ACCÈS À LA QUALIFICATION

## L'ACCÈS À LA QUALIFICATION : UNE DEMANDE CROISSANTE DES JEUNES

Le Conseil régional de Bretagne, chargé de la politique régionale d'accès à l'apprentissage et à la formation professionnelle, finance et conventionne des parcours de pré-qualification et de qualification dans le cadre de dispositifs en places collectives et individuelles.

Pôle emploi, en lien avec les OPCA pour certaines actions, assurent également le conventionnement et le financement de formations pour répondre à des besoins de qualification, d'adaptation ou de pré-qualification des demandeurs d'emploi.

En s'inscrivant dans le cadre de la loi de mars 2014, le Conseil régional et la Direction régionale de Pôle emploi ont signé en juillet 2015 une convention de partenariat visant à une meilleure complémentarité et articulation de leurs dispositifs respectifs ainsi qu'une analyse concertée des besoins de formation sur le plan régional et local.

| Principales actions (entrées 2015) | Nb de situations | Nb de jeunes | % jeunes sans qualification | % femmes |
|---|---|---|---|---|
| Compétences clés Conseil régional-État | 66 | 64 | 61% | 59% |
| Préformation Sectorielle | 47 | 47 | 49% | 32% |
| Autres pré-qualifications | 36 | 36 | 19% | 50% |
| Mesures individuelles Conseil régional | 128 | 128 | 22% | 45% |
| Retour en formation initiale et autres qualifications | 89 | 89 | 18% | 46% |
| Contrat d'apprentissage | 131 | 129 | 53% | 39% |
| Contrat de professionnalisation | 106 | 103 | 19% | 56% |

L'année 2015 est marquée par des changements dans l'offre de formation conventionnée par la Région notamment le non renouvellement (à compter du 1er octobre) des préformations sectorielles. Ces actions connaissaient à un niveau local de bons résultats et contribuaient notamment à la connaissance et à la pré-qualification des jeunes sur les filières de l'industrie et du bâtiment en s'appuyant sur des plateaux techniques.

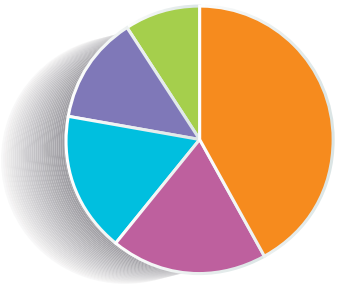
Nous constatons néanmoins avec satisfaction une augmentation sensible de l'accès des jeunes dépourvus de qualification au Programme Bretagne Formation (PBF - dispositif qualifiant de la Région) et à l'apprentissage.

## L'APPORT DU CONTRAT D'ACCÈS À LA QUALIFICATION (CAQ)

Le Contrat d'accès à la qualification a été initié début 2013 par la Région pour renforcer la sécurisation financière et l'accompagnement des parcours des jeunes vers la qualification. 93 jeunes ont été accompagnés dans ce cadre en 2015 par les conseillers de la Mission Locale.

**BILAN DU 01/01/2013 AU 31/12/2015**

- **316 jeunes ont signé un contrat CAQ**
- **209 jeunes sont sortis du dispositif dont :**



| 42% | 19% | 17% | 13% | 9% |
|---|---|---|---|---|
| Entrée en formation qualifiante | Accès à un emploi durable | Abandon | Autres motifs dont déménagement | Fin du contrat CAQ |

UIMM 35-56

# LA SÉCURISATION DES PARCOURS

Les situations de précarité sont nombreuses. L'appui social consiste à mobiliser des soutiens financiers en appui au projet du jeune. Ces aides financières viennent sécuriser un parcours d'insertion professionnelle et interviennent quand les ressources baissent ou sont inexistantes. Elles permettent de subvenir à des besoins très divers : de l'appui à la mobilité (aide aux permis, carte de transport en commun, carburant...), à l'hébergement, à la subsistance, à la santé, aux démarches administratives ou de recherche d'emploi (téléphone, timbres, etc.) ou encore à la formation (frais pédagogiques, de concours ou frais annexes de tenues, matériels, outil...). Toutes les aides sont des leviers dans le parcours du jeune et sont conditionnées à des plafonds de ressources et des montants maximum.

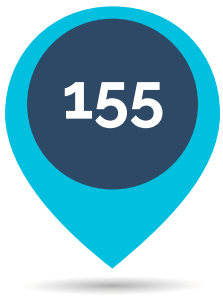
**Plusieurs financeurs sont mobilisés et apportent des soutiens de nature et d'objets différents.**

**Les principales aides accordées en 2015**

| | | |
|---|---|---|
| Ville de Lorient | Allocation solidarité insertion jeunes (ASIJ) | **2 502 €** |
| Conseil départemental | Fonds d'aide aux jeunes individuel (FAJ) | **125 269 €** |
| Conseil régional | Chèque mobilité | **35 170 €** |
| État | Fonds d'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ) | **1 656 €** |
| | Allocation CIVIS | **130 105 €** |
| | Allocation Garantie jeunes | **511 310 €** |

## CHÈQUE MOBILITÉ DU CONSEIL RÉGIONAL

**Financement des déplacements hors zone, de l'hébergement et des repas des jeunes qui recherchent ou débutent une situation de travail ou de formation.**




**jeunes bénéficiaires pour 168 demandes**

Ces aides ont permis de :

- financer 62 codes de la route ou heures de conduite et 5 brevets de sécurité routière : **11 000 €**
- payer les repas, hébergements et déplacements pour des entrées en formations qualifiantes en dehors du pays de Lorient : **13 dans le Morbihan, 10 en Bretagne et Pays de la Loire**
- participer aux frais de mobilité pour accéder à 19 emplois : **1/5 en CDI et 1/5 en alternance**
- financer 20 déplacements pour les concours paramédicaux dans toute la France : **2 800 €**

# LE FONDS D'AIDE AUX JEUNES (FAJ)

**Un fonds abondé par le Conseil départemental et géré par délégation par la Mission Locale.**
**Objectif : favoriser l'accès à l'autonomie des jeunes.**

## FONCTIONNEMENT

Le Conseil départemental délègue la totalité de la gestion de ce fonds à la Mission Locale : de la régie de l'enveloppe annuelle à l'attribution des sommes directement versées aux bénéficiaires. Dans ce cadre, la Mission Locale s'est organisée pour sécuriser chaque acte professionnel.
Chaque semaine, un comité interne composé de deux professionnels instruit les demandes. Conformément au règlement intérieur du FAJ fixant les critères d'éligibilité, les demandes sont validées ou ajournées pour une présentation en commission mensuelle, qui se compose de représentants de la DFAS (Direction de la famille et de l'action sociale), de la DDSI (Direction du développement social et de l'insertion), des CCAS et de la Mission Locale. Une fois l'aide accordée, elle est délivrée sous 48 heures par l'équipe administrative de la Mission Locale directement aux jeunes ou auprès des prestataires, sur présentation des factures (auto-école, centre de formation, etc.).

### LA GESTION DE CE DISPOSITIF NÉCESSITE DE :

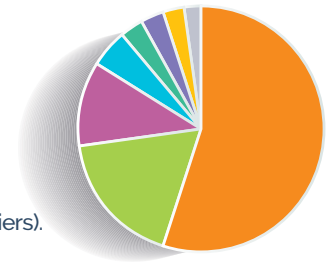
- gérer l'enveloppe globale,
- faire un suivi comptable des aides attribuées (chèques/ contremarques/espèces),
- procéder aux remontées statistiques auprès des services du département,
- s'assurer du respect des procédures,
- assurer une veille qualitative et quantitative des aides attribuées,
- participer à la réflexion sur les évolutions possibles du règlement intérieur.

## BÉNÉFICIAIRES 605 JEUNES (-5%/2014)

- **53%** d'hommes
- **39%** âgés de 21 à 23 ans
- Majoritairement hébergés chez leurs parents
- 2/3 de niveau CAP/BEP ou inférieur

## RÉPARTITION PAR OBJET DE L'AIDE

En 2015, 1 028 dossiers ont été présentés en comité (=2014), avec un taux d'accord de plus de 90% (927 dossiers).



| 55% | 18% | 11% | 5% | 3% | 3% | 3% | 2% |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Subsistance | Mobilité | Permis | Recherche d'emploi | Formation | Équipement | Logement | Santé sports |

## CHIFFRES CLÉS

- **55** comités hebdomadaires
- **12** commissions mensuelles
- **1 028** demandes
- **927** accords
- **605** bénéficiaires
- **1 153** actes de délivrance d'aides
- **37 000 €** versés aux auto-écoles pour les leçons de conduite de 101 jeunes
- **61 000 €** versés en tickets services aux jeunes pour de la subsistance (600 aides)

# L'ACCÈS À L'EMPLOI

Ancrer notre action dans la réalité économique et sociale du territoire, proposer une interface crédible aux jeunes et aux employeurs, développer notre réseau d'entreprises partenaires, tels sont les enjeux stratégiques que nous poursuivons depuis plusieurs années afin d'améliorer l'accès à l'emploi des jeunes et favoriser leur accès à l'autonomie dans la vie sociale et professionnelle.

**jeunes ont signé 2 288 contrats de travail, alternance et emploi en 2015**

**Le nombre de contrats signés est en légère baisse. Même si le nombre de jeunes accompagnés est en diminution, cette baisse reste le signe d'un accès à l'emploi difficile pour les jeunes.**

| | Femmes | Hommes | Total Situations | Jeunes concernés |
|---|---|---|---|---|
| CONTRAT EN ALTERNANCE | 115 | 122 | 237 | 226 |
| Contrat d'apprentissage | 55 | 76 | 131 | 129 |
| Contrat de professionnalisation | 60 | 46 | 106 | 103 |
| EMPLOI | 1032 | 1019 | 2051 | 1482 |
| CDD + de 6 mois | 256 | 217 | 473 | 460 |
| CDD - de 6 mois | 662 | 692 | 1354 | 932 |
| CDI | 114 | 110 | 224 | 222 |
| - dont Emploi d'avenir | 92 | 78 | 170 | 167 |
| - dont contrats aidés (hors EAV) | 70 | 41 | 111 | 108 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1147 | 1141 | 2288 | 1663 |

L'alternance reste une modalité d'accès à la qualification à promouvoir : le nombre de contrats signés baisse de 12%. Nous relevons toutefois une augmentation significative du nombre de contrats de professionnalisation de +9%.

*Ces comparaisons doivent être prises avec beaucoup de précautions en raison du changement de notre système d'information en juillet 2015.*

# L'ÉQUIPE EMPLOI :
## INTERFACE JEUNES-EMPLOYEURS

Au-delà de sa fonction d'accompagnement des jeunes, les intervenants de l'équipe emploi assurent une véritable fonction d'interface entre le monde économique, les jeunes chercheurs d'emploi et l'équipe de conseillers de la Mission Locale. Ils organisent des échanges et interactions entre les différents acteurs, sollicitent les jeunes, les entreprises, invitent au changement et mettent en relation les candidats à l'emploi et les employeurs.
La fonction de médiation est centrale dans ce rôle d'interface, l'objectif étant de faciliter l'interconnaissance et de permettre des recrutements en adéquation avec les besoins des entreprises.

### SON RÔLE :

- Accompagner les jeunes en parcours/projets vers l'emploi
- Développer des actions, évènements, partenariats dans le champ de l'emploi et de la relation aux entreprises
- Assurer une « fonction ressources » sur les questions relatives à l'accès à l'emploi (prescription des contrats aidés, contrats de travail, relations entreprises/jeunes, suivi des recrutements) auprès de l'équipe de conseillers de la Mission Locale et des entreprises locales

# L'ESPACE EMPLOI NUMÉRIQUE,
## UN ESPACE D'ACCUEIL ET DE TRAVAIL COLLABORATIF

**L'Espace emploi numérique est l'espace central d'accueil et de travail des jeunes chercheurs d'emploi accompagnés par la Mission Locale. Cet espace est ouvert tous les jours de 14H à 17h.**

Atelier « Comment réussir son inscription en agence d'emploi et fidéliser la relation » avec Laurent Geray de A2i

Une centaine de jeunes y sont accueillis chaque mois, dont une trentaine de nouveaux inscrits. Les jeunes bénéficient d'un accueil personnalisé assuré par Marie, animatrice de l'espace emploi, avec l'appui d'un(e) conseiller(ère) emploi toujours disponible pour répondre aux sollicitations des jeunes. Cette modalité associe disponibilité et réactivité, caractéristiques propices à la mobilisation du jeune sur ses démarches de recherche d'emploi. L'objectif est de faciliter et d'accompagner la recherche d'offres et de susciter l'échange de pratiques et de conseils sur la recherche d'emploi avec des conseillers, des recruteurs mais aussi entre pairs. Les sujets abordés sont le CV, la lettre de motivation, la recherche d'offres sur internet et les réseaux sociaux, les entretiens d'embauche, l'inscription à Pôle emploi.

### UNE DÉMARCHE VOLONTARISTE POUR ÉDUQUER AUX USAGES DU NUMÉRIQUE

Les enjeux liés au développement du numérique sont aujourd'hui considérables pour tous les usagers. Accueillir les jeunes au sein de l'Espace emploi numérique, c'est aussi les accompagner dans la création de leur identité professionnelle virtuelle.
La dématérialisation complète de l'inscription à Pôle emploi, la dématérialisation généralisée de l'ensemble des démarches administratives peut conduire certains jeunes, notamment les plus en difficulté, à des positions d'évitement ou à des risques d'exclusion. Si les jeunes ont un usage quotidien du numérique, il est souvent centré sur les jeux en ligne ou les réseaux sociaux et le transfert de ces compétences digitales vers des pratiques professionnelles ne se fait pas toujours. Notre rôle se situe là encore, dans une fonction de médiation et d'éducation aux usages du numérique.

# L'ACCÈS À L'EMPLOI

## LES ENTREPRISES AU CŒUR DE L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES

Susciter les premières rencontres dans le cadre des « Jobs cafés », donner envie aux uns et aux autres d'entrer en contact, promouvoir nos candidats et nos candidates, s'engager ensemble aux côtés des jeunes pour accompagner leur parcours, les opportunités sont multiples pour coopérer sur l'accès à l'emploi des jeunes. Nos actions s'inscrivent dans la continuité des projets menés depuis plusieurs années.

### L'EXPÉRIENCE « JOB CAFÉ »

**Faire connaissance avec les jeunes chercheurs d'emploi.**

Job café spécial « Services à la personne » du 01/06/2016 avec Sandrine Riou, directrice de l'EHPAD La Lorientine et Anne Le Guelec, directrice de l'EHPAD de Kerloudan (Mutualité 56-29).

Nous avons organisé 7 « Jobs cafés » en 2015 dont 3 sur les quartiers relevant de la Politique de la ville et une action dans l'espace d'accueil du « Club K » durant le Festival Interceltique de Lorient.

**Sur les 7 sessions, 44 employeurs sont venus à la rencontre de 140 jeunes. Ces employeurs sont issus de 36 entreprises dont 11 qui n'avaient jamais été en contact avec la Mission locale auparavant.**

Des liens privilégiés se créent à l'occasion des Jobs cafés. En 2015, 12 parrainages ont été signés à cette occasion, inscrivant dans la durée une relation de conseil initiée entre un employeur et un jeune lors de ce petit déjeuner.

### L'EXPÉRIENCE « PARRAINAGE »

**S'engager dans l'accompagnement pour aider les jeunes à choisir leur orientation, connaitre les environnements de travail, les pratiques des recruteurs et décrocher un contrat de travail.**

Le parrainage consiste à mettre en relation un jeune chercheur d'emploi avec un professionnel qui, à titre individuel et bénévole, l'accompagne dans ses recherches. L'expérience, la connaissance concrète d'un milieu de travail, de ses règles et de ses pratiques, des conditions requises pour y entrer, fondent la légitimité des parrains et marraines. Ils apportent aux jeunes une aide personnalisée, crédible et efficace à travers une démarche d'accompagnement vers l'emploi.

L'animation du réseau de parrainage revêt différentes formes et contribue ainsi à sa vitalité et à l'interconnaissance jeunes/chefs d'entreprises.

#### ACTIVITÉS

- **129 jeunes accompagnés** dans le parrainage en 2015 dont 110 nouveaux entrants
- **76 jeunes** ont accédé à une situation professionnelle dans l'année dont 46 en emploi, 5 en contrat en alternance et 18 en formation
- **38 jeunes** ont bénéficié d'une immersion professionnelle en entreprise
- Un réseau de **139 professionnels** parrains et marraines représentant 120 entreprises locales
- Une conférence/débat organisée le 26 novembre 2015 sur la thématique **« Manager la diversité »** animée par Pierre Meisel, co-fondateur de l'association Team Jolokia

# FOCUS SUR L'ACTION DE PARRAINAGE « ÉTRAVE »

**Tutorat pour découvrir les métiers de la mer et s'initier à différentes activités maritimes.**

Au pays de Lorient, 15 000 emplois directs et indirects, sur un total de 75 000, sont liés à l'économie maritime.
L'objectif d'ÉTRAVE est de permettre à des jeunes en cours de construction de leur projet professionnel ou à la recherche d'un contrat en alternance, de découvrir le milieu maritime et ses opportunités d'emploi.
Le socle de l'action repose sur une pratique d'activités nautiques et une découverte des métiers de la mer. Elle s'organise autour d'un accompagnement parrainage de 4 à 6 mois et de possibilités de stages d'une durée de 1 à 4 semaines, au sein d'organismes ou d'entreprises participant à l'économie maritime et à la connaissance des pratiques du milieu marin.

## LA GÉNÈSE

Bernard Martineau et Jean-Luc Le Pogam, jeunes retraités, très liés à ce secteur tant à titre personnel que professionnel, ont proposé à la Mission Locale d'initier cette action de parrainage en direction des jeunes.

Huit parrains constituent le groupe d'appui et aident chaque jeune à identifier, en fonction de ses envies et de ses connaissances, un métier possible dans le domaine maritime, soit par transfert de compétences, soit par le biais de la formation professionnelle continue. Les parrains favorisent les contacts vers un réseau de professionnels partenaires prêts à accueillir les jeunes en stage. Les secteurs d'activité sont représentatifs de l'activité maritime au pays de Lorient : pêche, nautisme, tourisme, construction navale, transport maritime.

## LES ACTIONS 2015

10 jeunes de la Mission Locale se sont engagés dans ce parrainage avec le soutien pour chacun d'eux d'un parrain senior et d'un tuteur junior.
Les échanges entre parrains et jeunes (sorties en voilier, sms, téléphone, rendez-vous…) s'organisent de façon à faciliter les liens et à mieux cerner l'attente des jeunes et les différentes actions à proposer en fonction de leur projet.

Les parrains d'ÉTRAVE ont participé avec 35 jeunes de la Mission Locale au salon Pro&Mer à Brest pour communiquer sur l'action et tenter de nouer de nouveaux partenariats.

## LES JEUNES PARRAINÉS

- ***Camille*** *est entré en formation matériaux composites au Lycée Jean Macé de Lanester.*
- ***Gurvan et Anthony*** *sont entrés en formation au CEFCM pour préparer un brevet Capitaine 200. Ils seront bientôt rejoints par* ***Kevin****.*
- ***Rodolphe et Violette*** *viennent de créer leur entreprise de lavage de voiles et de bâches.*
- ***Vincent*** *travaille son projet dans le cadre d'une POP (Plateforme d'orientation professionnelle) et est toujours en contact avec son parrain.*
- ***Rémi*** *a eu un très bon contact avec l'entreprise Piriou, lors du salon Pro&Mer. À suivre…*
- ***Léo*** *travaille sur son projet de formation dans le domaine du surf.*
- ***Pierre****, dont la formation initiale est en électrotechnique, souhaite étudier les possibilités de formation complémentaire dans le domaine des énergies renouvelables.*

# L'ACCÈS À L'EMPLOI

## L'EXPÉRIENCE « KART'EMPLOI »

L'objectif de Kart'Emploi est de coopérer avec des entreprises pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes lorientais issus des quartiers prioritaires. L'action est pilotée par la Mission Locale du pays de Lorient, la ville de Lorient, le Centre des Jeunes Dirigeants et soutenu par l'Union Européenne.

### DEUX AXES

- **un coaching permanent** des jeunes par une conseillère dédiée au dispositif,
- **des parcours d'accès à l'emploi innovants**, conçus avec les entreprises.

### CHIFFRES CLÉS

- **81 jeunes** accompagnés en 2015 dont 51 nouveaux entrants
- **20 jeunes** résident sur le quartier de Bois du Château, 38 sur Kervénanec, 17 sur Frebault et 6 sur Keryado
- **39 femmes et 42 hommes**
- **29 jeunes** sortis du parcours Kart'Emploi dont 18 en emploi, 7 en formation qualifiante, 4 en contrat en alternance
- Un réseau de **21 entreprises** qui parrainent chaque année un ou plusieurs jeunes

**La synergie Kart'Emploi se construit notamment au travers des rencontres jeunes-entreprises. Deux évènements ont été organisés en 2015 :**

**26 février** : organisation par les jeunes des quartiers prioritaires de la ville de Lorient d'un buffet de différentes saveurs (mahoraises, turques, italiennes, roumaines, marocaines, russes et bretonnes). Les jeunes ont convié les entreprises à la dégustation et ont réussi le pari de titiller les papilles d'une cinquantaine de personnes.

**19 juin** : rencontre entreprises/jeunes autour d'une course aux énigmes avant de s'essayer au paddle. Les participants ont alterné activité sportive et réflexion, dans un état d'esprit conforme aux valeurs du dispositif. Ce type d'évènement facilite les échanges spontanés et renforce le sentiment d'appartenance à un groupe.

# EMPLOIS D'AVENIR

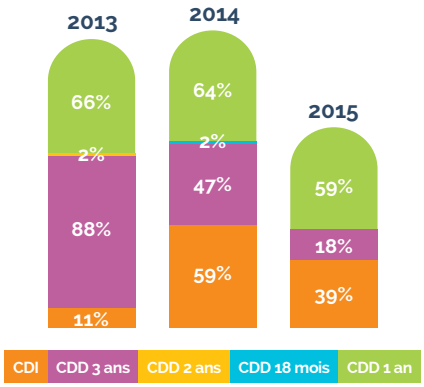
## UN OUTIL ORIGINAL AU SERVICE DE L'INSERTION DES JEUNES

### SECTEURS D'ACTIVITÉS ET MÉTIERS

Les métiers exercés par les jeunes en emploi d'avenir dans le secteur non marchand sont principalement ceux des services à la personne et à la collectivité. La majorité des postes est répartie sur une dizaine de métiers : agent d'accueil, personnel administratif, agent de service hospitalier, agent spécialisé des écoles maternelles, agent polyvalent de restauration, agent d'entretien des espaces verts, agent de maintenance des bâtiments de collectivités.

### RÉPARTITION PAR TYPE DE CONTRATS

La part des CDD d'un an a augmenté au cours des trois dernières années et est liée à un assouplissement des directives de l'État. La part des CDI se maintient autour d'un tiers des contrats signés, conséquence de l'engagement du secteur marchand.




### L'ACCOMPAGNEMENT POUR SÉCURISER LE PARCOURS DANS L'EMPLOI

**Le taux de rupture des emplois d'avenir se situe autour de 17%.** Ce niveau est relativement modeste compte tenu du profil des jeunes recrutés. Le travail d'accompagnement mené par un binôme de professionnels (conseiller ML et tuteur) contribue à la qualité de la trajectoire dans l'emploi. Des bilans réguliers sont proposés sous forme tripartite à la fois pour vérifier les engagements du jeune et de l'employeur, définir les actions de formation à programmer et prévenir le risque de rupture.

### DES PARCOURS DE FORMATION DE QUALITÉ

- **97%** des jeunes recrutés en emploi d'avenir bénéficient au minimum d'un engagement de **formation ou d'accompagnement** à la validation des acquis par l'expérience
- **40%** ont démarré ou vont démarrer une action de **formation qualifiante** ou pré-qualifiante
- **850 engagements** de formation ont été contractualisés

### APPORTS ET ENSEIGNEMENTS

**L'appui des professionnels dans l'entreprise favorise la transmission des savoirs au bénéfice des jeunes salariés en Emploi d'avenir.** La formation mise en œuvre dans le cadre de cette mesure contribue à de véritables dynamiques de parcours. Cette synergie agit sur la confiance jeunes peu qualifiés/employeurs et accroît l'intérêt des recruteurs pour des profils peu qualifiés (pas de concurrence avec des profils très qualifiés).

### CHIFFRES CLÉS

- **455 conventions** initiales signées dont 116 en 2015
- **429 jeunes** ont intégré le dispositif depuis son démarrage en décembre 2012
- **90 %** des jeunes recrutés ne sont pas titulaires du **baccalauréat** (89% en 2015) et 34 % n'ont aucun diplôme (40 % en 2015)
- **65%** des jeunes recrutés sont âgés de **18 à 22 ans**, signe que les emplois d'avenir constituent une mesure très accessible pour les jeunes en tout début de parcours professionnel. Ils contribuent ainsi à l'acquisition de la première expérience professionnelle, particulièrement difficile à obtenir

### LES EMPLOYEURS

- **64%** des contrats signés dans le **non marchand** (89 % en 2013)
  - 15 % avec des collectivités (31 % en 2013)
  - 33% avec des associations (36,5 % en 2013)
  - 16% avec des établissements sanitaires publics (11% en 2013)
- **31 %** des contrats sont signés dans le **secteur marchand** dont la moitié d'entre eux avec l'Hôtellerie restauration
- **5%** des contrats signés dans les **grands comptes**

# EXPRESSION LIBRE
## NOUVELLE ACTION CITOYENNE

« Expression Libre » est un espace de rencontre, d'échange et de débat sur le vivre ensemble et tous ses corollaires (droits civiques, devoirs, laïcité, citoyenneté, insertion professionnelle, valeur travail...), créé fin 2015 à destination des jeunes résidant dans les quartiers prioritaires de la ville.

**Élaboré par Hélène Le Cadre et Othmân Ouramdani de la Mission Locale, en étroite collaboration avec Alain Dichant (Dikann), écrivain et art-thérapeute, « Expression libre » a donné lieu au premier semestre à trois rencontres,** organisées les 29 février, 7 avril et 9 mai 2016, au FJT Les Grands Larges. Une quatrième rencontre est prévue le 11 juillet 2016.

Environ une dizaine de personnes, dont des membres du groupe « Agit'Acteurs », comité d'usagers de la Mission locale, ont participé à chaque session dans un excellent état d'esprit.

Nous observons dès à présent que cette espace permet de mettre en exergue des « compétences sociales » :

- Partage de repères, mais aussi de problématiques et de valeurs communes
- Libération de la parole sur des thématiques sensibles
- Renforcement de l'estime de soi : affirmation de soi et développement de l'esprit critique
- Renforcement de la confiance en soi par la prise de parole et la re-création de liens

Les retours des participants sont très positifs. Ils semblent considérer dans leur ensemble que cet espace d'échanges et l'axe général de la « citoyenneté » méritent d'être traités en complément de l'offre de services « professionnelle » dont ils bénéficient dans leur accompagnement au sein de la Mission Locale.

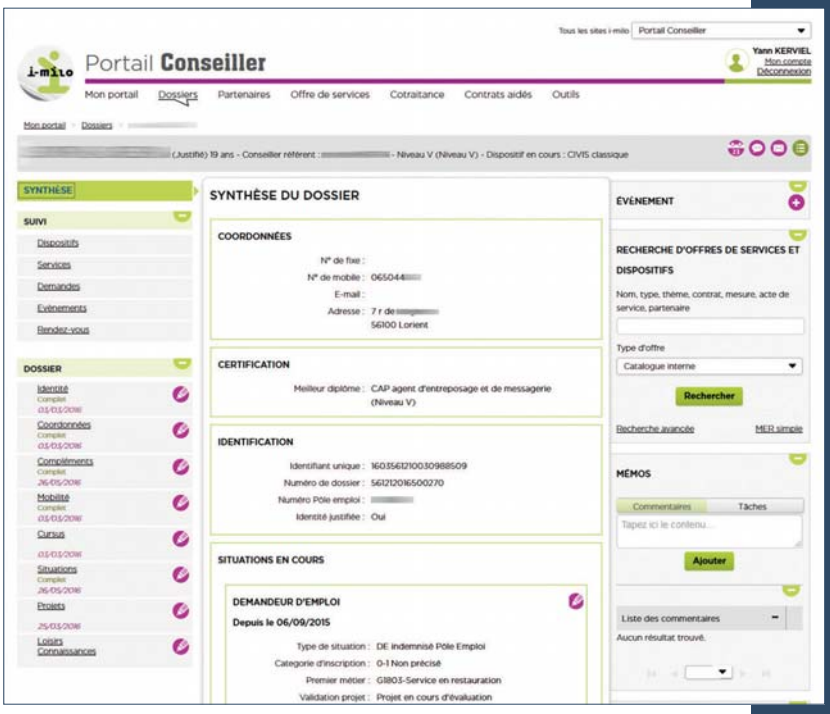
# I-MILO
## NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION

Parcours, lancé en 1990, a permis aux Missions Locales de disposer pour la première fois d'un outil informatique métier pour l'accompagnement des jeunes et le pilotage des structures. La dernière version, Parcours 3, déployée en 2005, lançait pour la première fois un système d'information accessible via un portail web. Les constats des usagers et les limites du socle technologique ont amené à engager une évolution majeure autour d'une grande ambition : créer un système d'information conçu comme une boîte à outils et une plateforme de services pour les équipes des Missions Locales.

La délégation de service public s'est avérée, à l'issue des études conduites, comme la meilleure solution de portage contractuel. La Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), appuyée par le Conseil national des Missions Locales (CNML), a conduit un dialogue compétitif de plusieurs mois, à l'issue duquel la société Similo, filiale d'Atos Worldline, a été retenue.

Les travaux menés en 2008, « Parcours 3, l'aventure continue » ont consolidé la connaissance des attentes des professionnels du réseau. Similo a multiplié les rencontres auprès des utilisateurs pour recueillir les attentes via un ensemble d'ateliers thématiques et des rencontres interrégionales.

Après 10 années de bons et loyaux services, Parcours 3 a donc finalement laissé place à i-milo, dont la phase de préparation, de migration des données et de formation des utilisateurs s'est échelonnée entre début avril et fin juillet 2015.




La migration des données a été opérée le 27 juillet 2015 sous la supervision de Yann Kerviel, Responsable de la communication et des systèmes d'informations de la structure, en étroite collaboration avec l'assistant technique régional de l'Association régionale des Missions Locales.

Une refonte totale de l'interface, une révision de la gestion de l'offre de services par le conseiller, un changement d'outil décisionnel, de nombreuses interconnexions avec des systèmes d'informations de partenaires, ont été des éléments importants à appréhender par l'ensemble de l'équipe, dans la première version livrée du système.

Nous en sommes à presque une année d'utilisation et nous pouvons constater que l'outil a été adopté par les professionnels. Il subsiste toutefois des dysfonctionnements et l'outil affiche aujourd'hui des limites qui ne facilitent pas l'élaboration d'outils de pilotages et d'observatoire des parcours de jeunes. Néanmoins, gageons que le cycle de vie de 8 ans de l'outil associé à une amélioration continue du service et à de nouvelles fonctionnalités livrées tous les 6 mois, permettront à i-milo d'être à la hauteur de ses ambition originelle : tisser un lien fort entre le jeune, son conseiller et le réseau de partenaires.

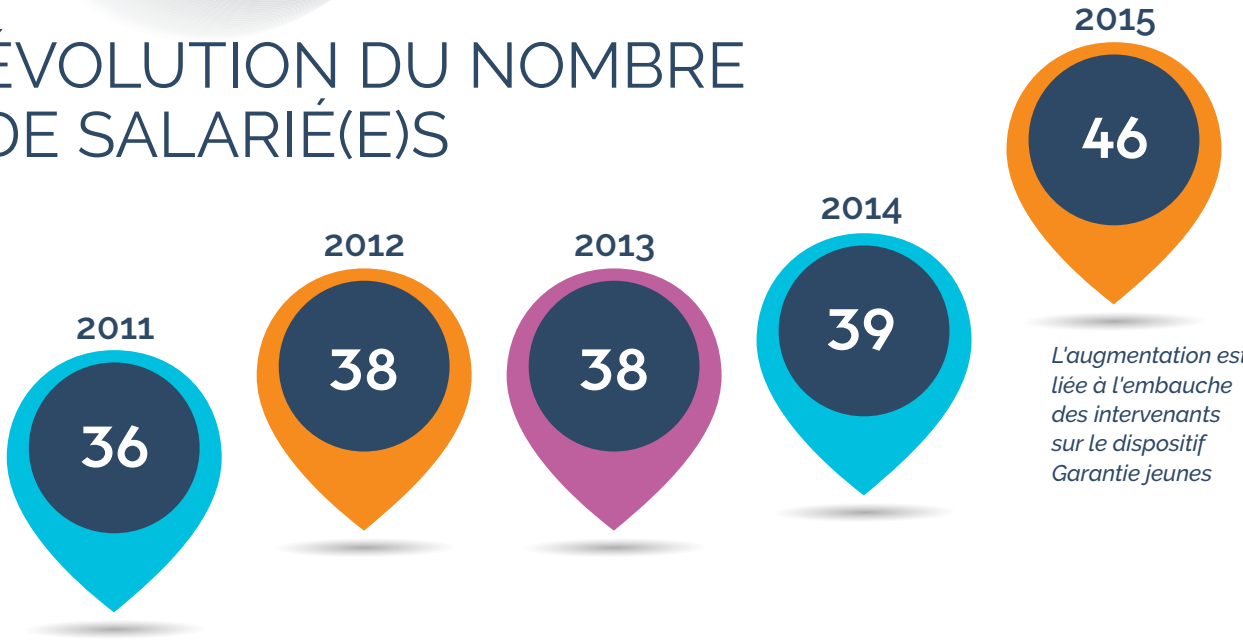
# L'ÉQUIPE ET LES INSTANCES

**46** **salarié(e)s** en 2015 pour 45,30 EQTP

> **33 CDI** (23 femmes et 10 hommes)
> **13 CDD** (11 femmes et 2 hommes)

dont 2 salariées en contrat Emploi d'avenir
dont 3 salariées en contrat unique d'insertion

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIÉ(E)S




*L'augmentation est liée à l'embauche des intervenants sur le dispositif Garantie jeunes*

## AUTRES PERSONNELS

**Sans remboursement de la Mission Locale**

- Une conseillère (100%) mise à disposition par Pôle emploi jusqu'au 30 juin 2015
- Une conseillère (10%) mise à disposition par la PJJ
- Une monitrice éducatrice (10%) affectée à l'accueil de jour par le CCAS de Lorient

**Remboursement assuré par la Mission Locale**

- Une secrétaire (80%) détachée de la Mairie de Lanester pour l'antenne
- Un secrétariat partagé au réseau emploi de Plœmeur

> **42 ans**
âge moyen

> **9,5 ans**
ancienneté moyenne

> **82%** des salarié(e)s ont suivi une formation en 2015 pour un total de 2 047,50 heures

# RÉPARTITION PAR EMPLOI REPÈRE
## (CCNML) DES SALARIÉ(E)S (EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN)

| | Hommes | Femmes | Total | % |
|---|---|---|---|---|
| **GESTION** | | | | |
| Assistante administrative | | 2,89 | 2,89 | 10% |
| Assistante de gestion | | 0,80 | 0,80 | |
| Assistante de direction | | 1 | 1 | |
| **INFORMATION COMMUNICATION** | | | | |
| Chargée d'animation | | 1 | 1 | 4,50% |
| Chargé de projet | 1 | | 1 | |
| **INFORMATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE** | | | | |
| Chargé(e) d'accueil | 1 | 2 | 3 | 76,50% |
| Conseiller(e) de niveau 1 | 1 | 7,66 | 8,66 | |
| Conseiller(e) de niveau 2 | 5 | 11,95 | 16,95 | |
| Conseiller(e) / Responsable de site | 2 | 2 | 4 | |
| Chargé(e) de projet | 1 | 1 | 2 | |
| **ENCADREMENT** | | | | |
| Responsable de secteur | 1 | 1 | 2 | 9% |
| Directrice Adjointe | | 1 | 1 | |
| Directrice | | 1 | 1 | |
| **TOTAL** | 12,00 | 33,30 | 45,30 | 100% |

**En 2015, nous avons accueilli :**

- 7 stagiaires pour 1171,25 heures de formation
- 1 demandeuse d'emploi (35h) dans le cadre d'une période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP)

# L'ÉQUIPE ET LES INSTANCES

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| COLLÈGE N°1 : LES ÉLUS | |
|---|---|
| LE VOUËDEC Dominique | Président de la Mission Locale, Vice-président de Lorient Agglomération |
| FLEGEAU Pascal | Conseiller municipal de Lanester, Conseiller communautaire |
| BOULARD Joel | Adjoint au Maire de Riantec |
| GEOURJON Marc | Adjoint au Maire de Locmiquélic |
| LE GALLIC Agathe | Adjointe au Maire de Lorient, Conseillère communautaire |
| BALSSA Caroline | Adjointe au Maire d'Hennebont, Conseillère communautaire |
| GUYONVARCH Françoise | Conseillère municipale d'Inzinzac-Lochrist |
| NICOLAZO Alain | Maire de Cléguer, Conseiller communautaire |
| DAGORNE Michel<br>Représenté par LIEUTIER Élisabeth | Maire de Gestel, Conseiller communautaire |
| QUINTIN Dominique | Conseiller municipal de Ploemeur, Conseiller communautaire |
| DUPONT Téaki | Adjointe au Maire de Ploemeur, Conseiller communautaire |
| GOURDEN Jean-Pierre | Maire de Nostang, Vice-président de la CCBO |
| LE SAOUT Gaël | Conseillère régionale |
| BALLESTER Françoise | Conseillère départementale |
| L'HENORET Alain (suppléant) | Adjoint au Maire de Lanester, Conseiller communautaire |
| LEMERLE Jacques (suppléant) | Adjoint au Maire de Port-Louis |
| PERNEL Anne-Marie (suppléant) | Conseillère municipale de Quistinic |
| RIGOLE Karine (suppléant) | Adjointe au Maire de Lorient, Conseillère communautaire |
| RIO Marie-Pierre (suppléant) | Conseillère municipale d'Inzinzac-Lochrist |
| MARRETTE Nadège (suppléant) | Conseillère municipale de Languidic |
| LE OUÉ Pascale (suppléant) | Conseillère municipale de Caudan, Conseillère communautaire |
| LE  NAY Gwenn (suppléant) | Adjoint au Maire de Plouay |
| LOAS Ronan (suppléant) | Maire de Ploemeur, Conseiller communautaire |
| LE RIBLAIR Isabelle (suppléant) | Conseillère municipale de Ploemeur, Conseillère communautaire |
| POULIQUEN Pierre (suppléant) | Conseiller régional |

| COLLÈGE n°2 : ÉTAT | |
|---|---|
| GUÉGUEN Bernard | Directeur de l'Unité territoriale départementale de la DIRECCTE |
| DELAGE Sébastien | Responsable unité UEAJ |
| MARCILLAUD Thierry | Directeur adjoint de la DDCS |
| TREFFEL Jean-Francis | Sous-Préfet de Lorient |
| MOLINS Régine | Conseillère formation continue GRETA |
| LE DAIN Anne | Directrice du CIO de Lorient |
| ÉVAIN Gaëlle | Directrice du Pôle emploi Lorient marine |

| COLLÈGE n° 3 : REPRÉSENTANTS DES ACTEURS ÉCONOMIQUES/PARTENAIRES SOCIAUX | |
|---|---|
| AUDREN Marie-Pierre | Vice-présidente déléguée Chambre des Métiers |
| HANGOUET Bernard (suppléant) | Conseiller d'orientation Chambre des Métiers |
| LE VAILLANT Aude | Secrétaire générale de la FFB Morbihan |
| CHOPARD Marie-Pierre | Directrice du GEIQ |
| DILAS Guillaume | Responsable délégation Morbihan de l'UIMM 56-35 |
| LEAUSTIC Philippe | Secrétaire départemental adjoint du FSU Morbihan |
| MAHÉ Pascal | Directeur d'ÉLAN |
| THÉPAUT Jean-Marc | Représentant union départementale CFDT |
| JOUAN Benoît | Directeur d'ALESI |

| COLLÈGE n°4 : ASSOCIATIONS OU ORGANISMES CONCOURANT À L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES OU PERSONNES QUALIFIÉES | |
|---|---|
| GUILLO Jean-Michel | Responsable du dispositif Prévention sociale de la Sauvegarde 56 |
| BENEVENT Nathalie | Directrice de l'AFPA de Lorient |
| BECKER Annie | Présidente du BIJ de Lorient |
| POITEVIN Nadine | Directrice du CFA de Lorient |
| HIRRIEN Loïc | Directeur d'AGORA Services |
| LESNÉ Patrick | Président de l'Association Défis |
| LE CREN Daniel | Président de l'Université Sociale |
| BOUYER Francois | Directeur de l'IBEP |
| SOLARO Jean-Paul | Personne qualifiée |
| PFEIFER Brigitte | Personne qualifiée |

# LES BILANS TERRITOIRES


38 Site de Lorient

40 Site de Lanester

42 Site d'Hennebont

44 Quartiers prioritaires :
Hennebont, Lanester, Lorient

46 Site du Littoral

48 Site de Plouay

50 Site de Riantec

52 Site de la CCBBO

Bubry
Inguiniel
Plouay
Lanvaudan
Quistinic
Calan
Cléguer
Pont-Scorff
Inzinzac-Lochrist
Languidic
Caudan
Gestel
Hennebont
Guidel
Brandérion
Quéven
Lanester
Kervignac
Lorient
Nostang
Plœmeur
Locmiquélic
Merlevenez
Larmor-Plage
Riantec
Sainte-Hélène
Port-Louis
Gâvres
Plouhinec
Groix

# SITE DE LORIENT

**5** COMMUNES COUVERTES
**Groix, Larmor-Plage, Lorient, Pont-Scorff, Quéven**

**5** SITES D'ACCUEIL
**Lorient centre, Kervénanec, Keryado, Bois du Château, Quéven**

**1854** **jeunes accompagnés dans l'année**

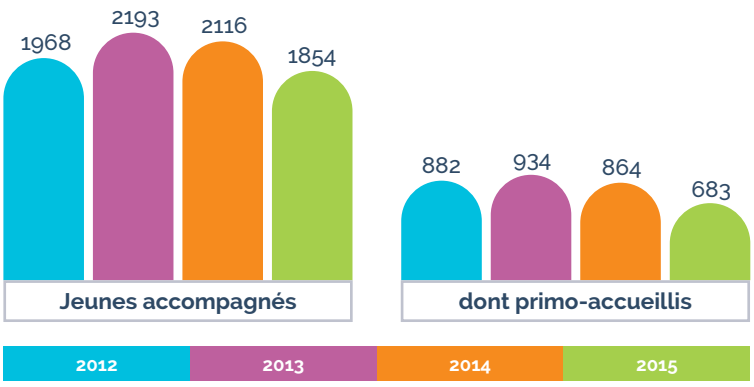
dont 683 jeunes primo-accueillis

**Quartiers prioritaires :**
345 jeunes accompagnés (19%)
dont 119 primo-accueillis (17%)
- Focus page 44

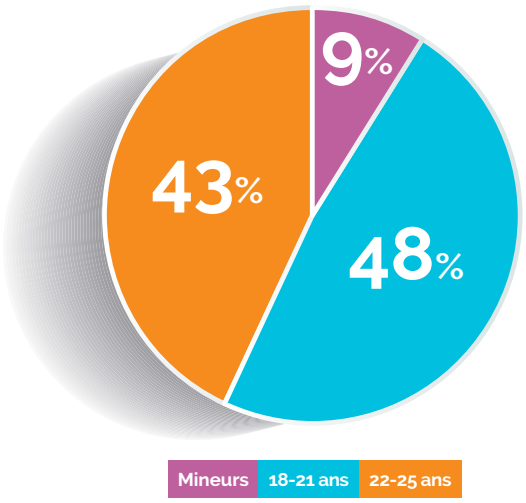
## RÉPARTITION PAR COMMUNE

| Communes | Jeunes accompagnés | dont primo-accueillis |
|---|---|---|
| Groix | 8 | 5 |
| Larmor-Plage | 61 | 32 |
| Lorient | 1657 | 603 |
| Pont-Scorff | 32 | 15 |
| Quéven | 96 | 28 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1854 | 683 |

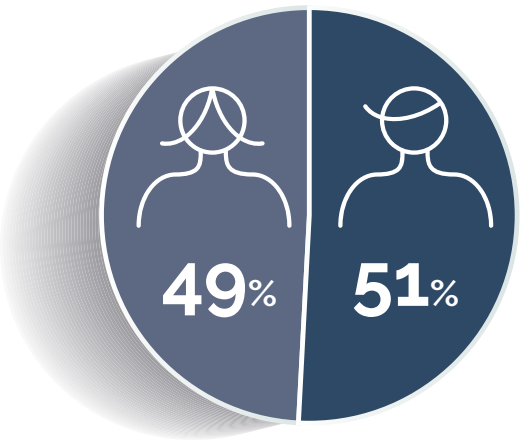
## ÉVOLUTION SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES



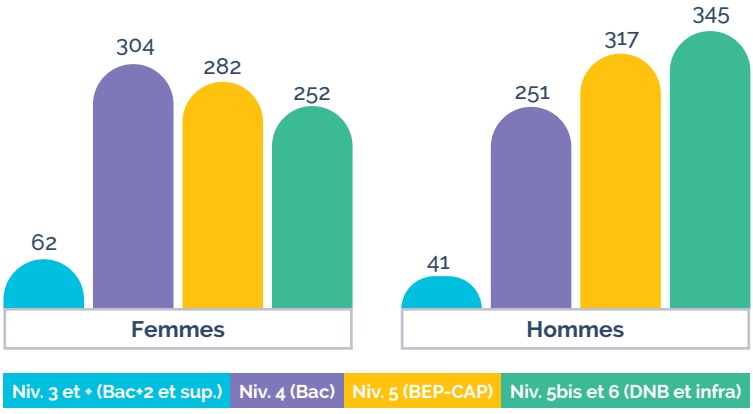
## RÉPARTITION PAR ÂGE




## RÉPARTITION PAR GENRE




## RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE




## ENTRÉES EN SITUATION

| Catégorie situation | Nb de situations | Nb de jeunes |
|---|---|---|
| Contrat en alternance | 104 | 101 |
| Emploi | 947 | 668 |
| Formation | 486 | 398 |
| Immersion en entreprise | 310 | 215 |
| Scolarité | 37 | 37 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1884 | 1158 |

# SITE DE LANESTER

**3** COMMUNES COUVERTES
**Caudan, Cléguer, Lanester**

**1** SITE D'ACCUEIL
**Lanester**

**620** **jeunes accompagnés dans l'année**

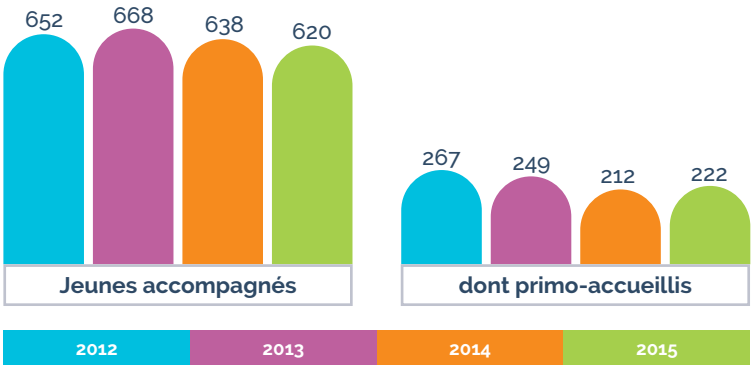
dont 222 jeunes primo-accueillis

**Quartiers prioritaires :**
91 jeunes accompagnés (15%)
dont 27 primo-accueillis (12%)
- Focus page 44

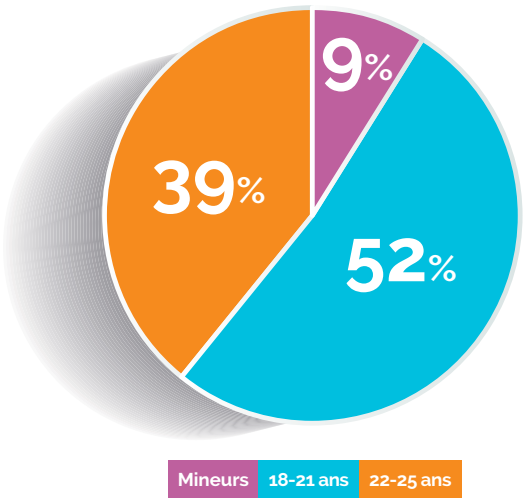
## RÉPARTITION PAR COMMUNE

| Communes | Jeunes accompagnés | dont primo-accueillis |
|---|---|---|
| Caudan | 83 | 26 |
| Cléguer | 24 | 9 |
| Lanester | 513 | 187 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 620 | 222 |

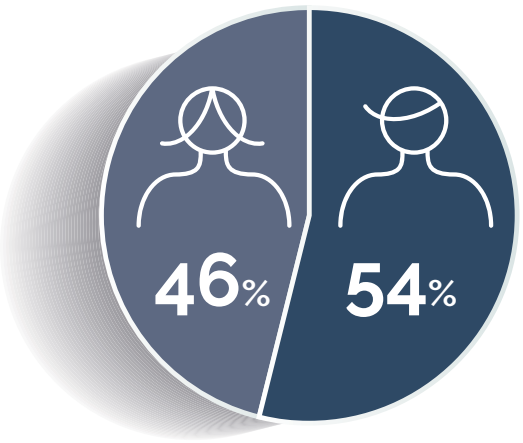
## ÉVOLUTION SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES



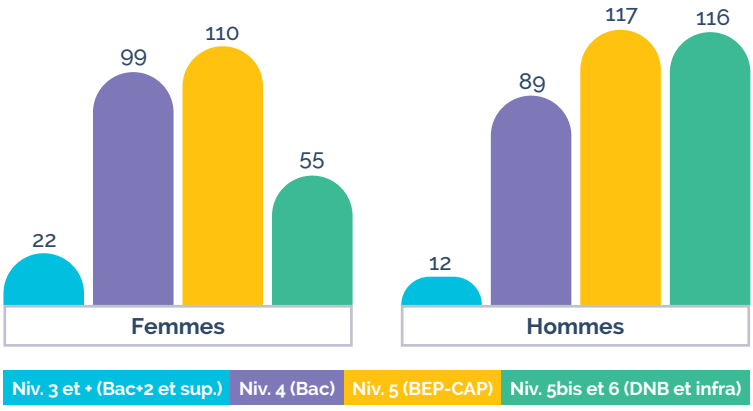
## RÉPARTITION PAR ÂGE




## RÉPARTITION PAR GENRE




## RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE




## ENTRÉES EN SITUATION

| Catégorie situation | Nb de situations | Nb de jeunes |
|---|---|---|
| Contrat en alternance | 43 | 42 |
| Emploi | 416 | 293 |
| Formation | 128 | 118 |
| Immersion en entreprise | 73 | 52 |
| Scolarité | 21 | 19 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 681 | 431 |

# SITE D'HENNEBONT

**4** COMMUNES COUVERTES
**Brandérion, Hennebont, Inzinzac-Lochrist, Languidic**

**1** SITE D'ACCUEIL
**Hennebont**

**480** **jeunes accompagnés dans l'année**

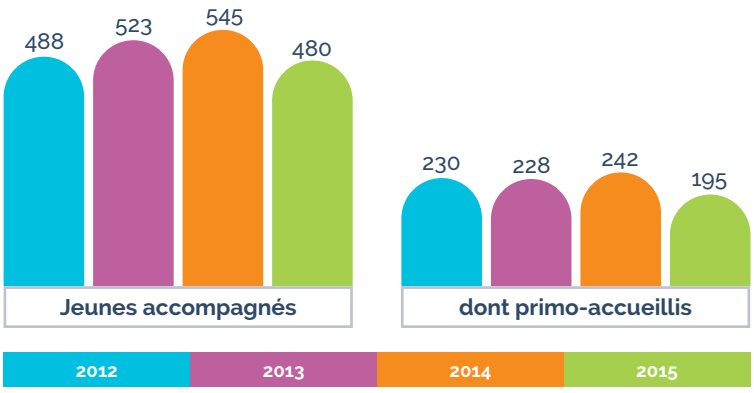
dont 195 jeunes primo-accueillis

**Quartiers prioritaires :**
47 jeunes accompagnés (10%)
dont 18 primo-accueillis (9%)
- Focus page 44

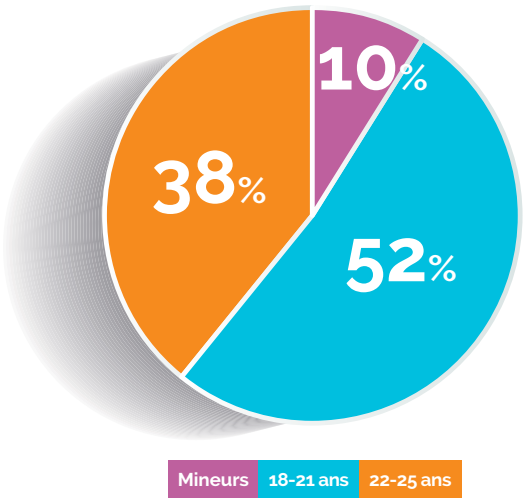
## RÉPARTITION PAR COMMUNE

| Communes | Jeunes accompagnés | dont primo-accueillis |
|---|---|---|
| Brandérion | 12 | 3 |
| Hennebont | 293 | 117 |
| Inzinzac-Lochrist | 83 | 34 |
| Languidic | 92 | 41 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 480 | 195 |

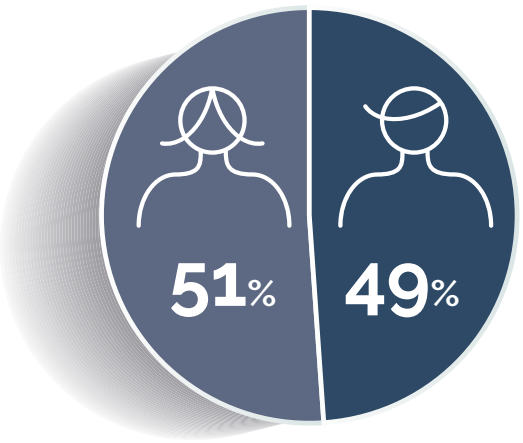
## ÉVOLUTION SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES



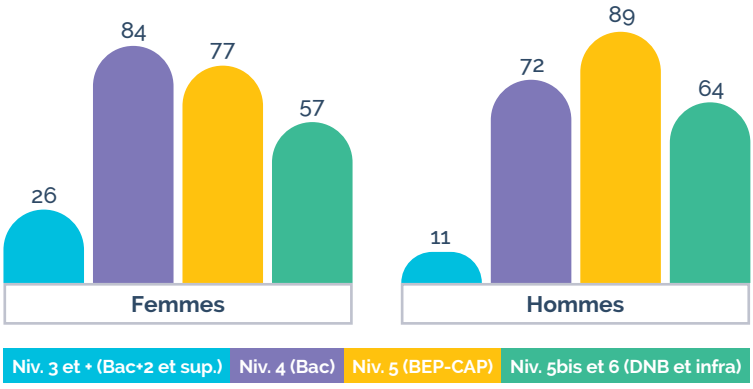
## RÉPARTITION PAR ÂGE




## RÉPARTITION PAR GENRE




## RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE




## ENTRÉES EN SITUATION

| Catégorie situation | Nb de situations | Nb de jeunes |
|---|---|---|
| Contrat en alternance | 29 | 29 |
| Emploi | 288 | 185 |
| Formation | 117 | 103 |
| Immersion en entreprise | 48 | 39 |
| Scolarité | 13 | 13 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 495 | 306 |

# FOCUS QUARTIERS PRIORITAIRES

**3** COMMUNES CONCERNÉES
> **Hennebont** : quartiers de Kennedy, Kergohic, Kerihouais
> **Lanester** : quartiers du centre-ville et de Kerfréhour
> **Lorient** : quartiers de Kervénanec, Kerguillette Petit-Paradis, Bois du Château, Frébault-Polygone

**6** SITES D'ACCUEIL
**Lorient centre, Kervénanec, Keryado, Bois du Château, Hennebont, Lanester**

**483** **jeunes accompagnés dans l'année**

dont 164 jeunes primo-accueillis

Soit près de 13% des jeunes accompagnés globalement par la structure et 11% des primo-accueillis.

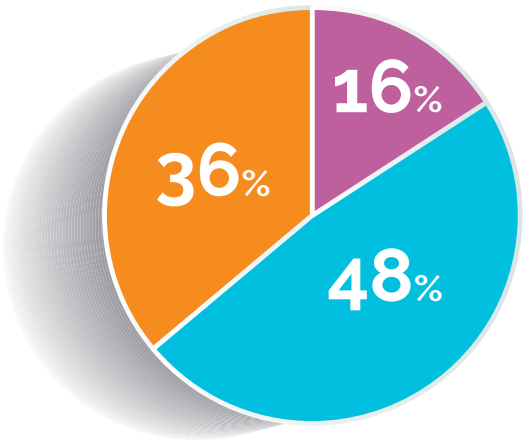
## RÉPARTITION PAR COMMUNE

| Communes | Jeunes accompagnés | dont primo-accueillis |
|---|---|---|
| Hennebont | 47 | 18 |
| Lanester | 91 | 27 |
| Lorient | 345 | 119 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 483 | 164 |

## ÉVOLUTION SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES

Le découpage des quartiers prioritaires de la ville a été opéré en 2015 et diffère des anciens périmètres ZUS, ce qui ne nous permet pas cette année de traiter l'évolution des publics accompagnés.

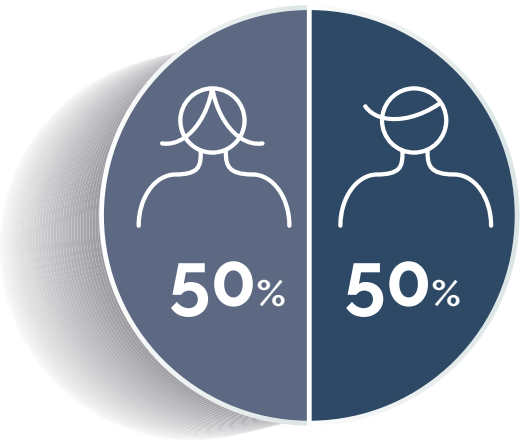
# RÉPARTITION PAR ÂGE

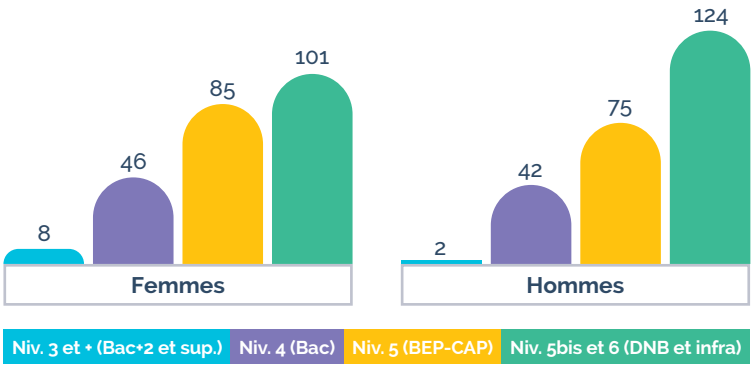



Mineurs | 18-21 ans | 22-25 ans

Le public accompagné est plus jeune : 16% de mineurs contre 9% à l'échelle de la structure.

# RÉPARTITION PAR GENRE




Niv. 3 et + (Bac+2 et sup.) | Niv. 4 (Bac) | Niv. 5 (BEP-CAP) | Niv. 5bis et 6 (DNB et infra)

Notons que la répartition par niveau et genre laisse apparaître que les jeunes des quartiers sont globalement moins qualifiés que les jeunes ne résidant pas sur ces territoires. Les femmes de niveau 5 et infra sont représentées à 78% contre 55% au global et 82% pour les hommes contre 67% au global.

# RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE

| Catégorie situation | Nb de situations | Nb de jeunes |
|---|---|---|
| Contrat en alternance | 25 | 25 |
| Emploi | 255 | 157 |
| Formation | 132 | 109 |
| Immersion en entreprise | 100 | 68 |
| Scolarité | 15 | 14 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 527 | 295 |

Un jeune peut avoir connu plusieurs situations

# ENTRÉES EN SITUATION

# SITE DU LITTORAL

3 COMMUNES COUVERTES
**Gestel, Guidel, Plœmeur**

3 SITES D'ACCUEIL
**Gestel, Guidel, Plœmeur**

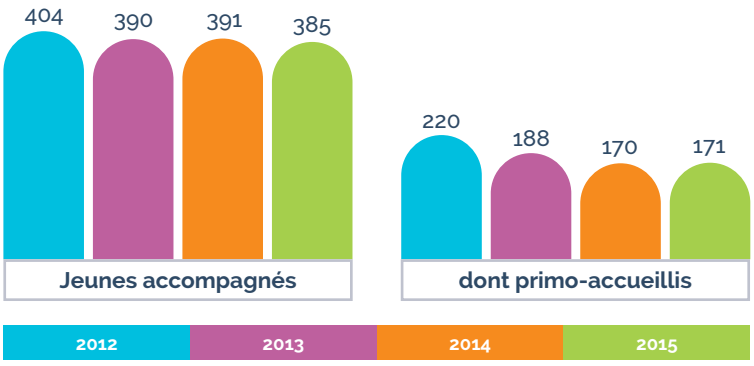
**385** **jeunes accompagnés dans l'année**

dont 171 jeunes primo-accueillis

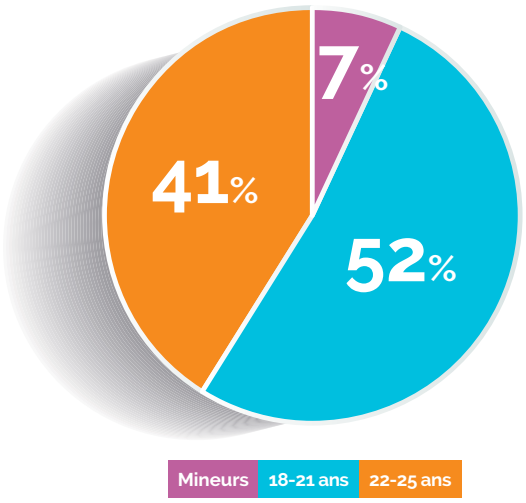
## RÉPARTITION PAR COMMUNE

| Communes | Jeunes accompagnés | dont primo-accueillis |
|---|---|---|
| Gestel | 30 | 16 |
| Guidel | 128 | 52 |
| Plœmeur | 227 | 103 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 385 | 171 |

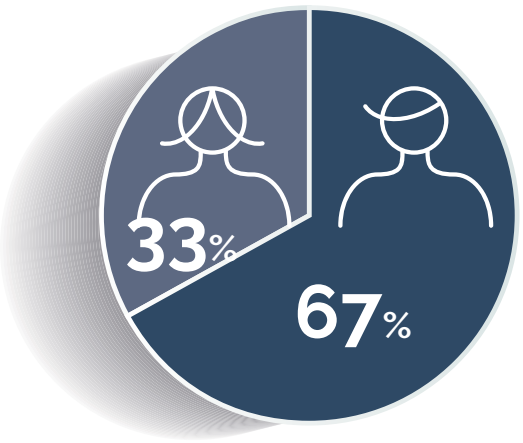
## ÉVOLUTION SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES



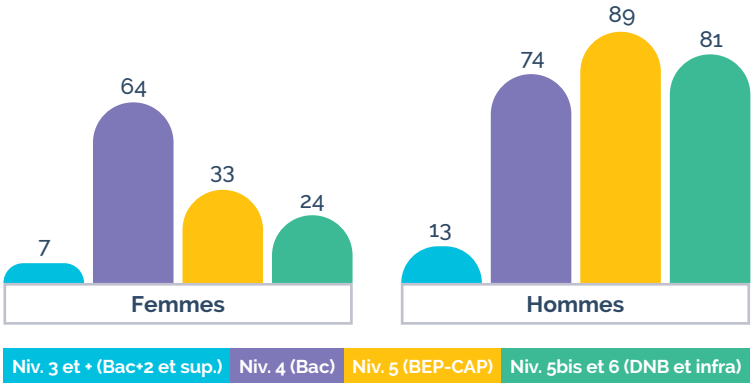
# RÉPARTITION PAR ÂGE




# RÉPARTITION PAR GENRE




# RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE




# ENTRÉES EN SITUATION

| Catégorie situation | Nb de situations | Nb de jeunes |
|---|---|---|
| Contrat en alternance | 31 | 29 |
| Emploi | 171 | 142 |
| Formation | 71 | 58 |
| Immersion en entreprise | 54 | 39 |
| Scolarité | 6 | 6 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 333 | 226 |

# SITE DE PLOUAY

**6** COMMUNES COUVERTES
**Bubry, Calan, Inguiniel, Lanvaudan, Plouay, Quistinic**

**1** SITE D'ACCUEIL
**Plouay**

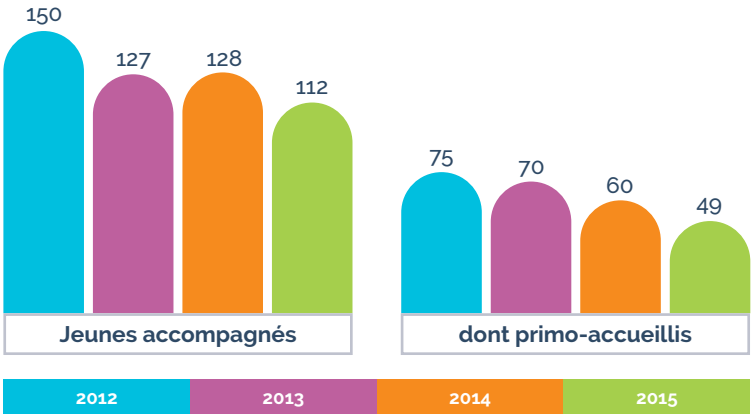
**112** **jeunes accompagnés dans l'année**

dont 49 jeunes primo-accueillis

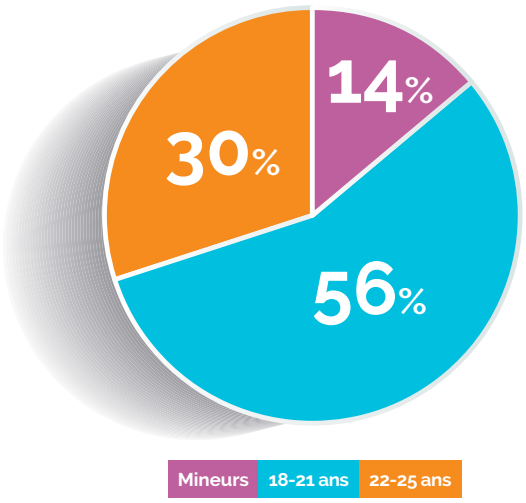
## RÉPARTITION PAR COMMUNE

| Communes | Jeunes accompagnés | dont primo-accueillis |
|---|---|---|
| Bubry | 13 | 8 |
| Calan | 8 | 4 |
| Inguiniel | 21 | 11 |
| Lanvaudan | 2 | 1 |
| Plouay | 61 | 24 |
| Quistinic | 7 | 1 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 112 | 49 |

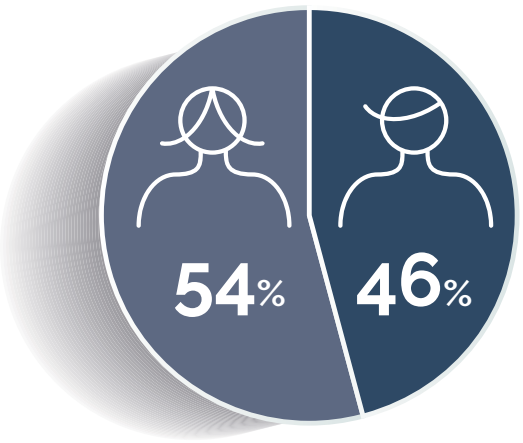
## ÉVOLUTION SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES



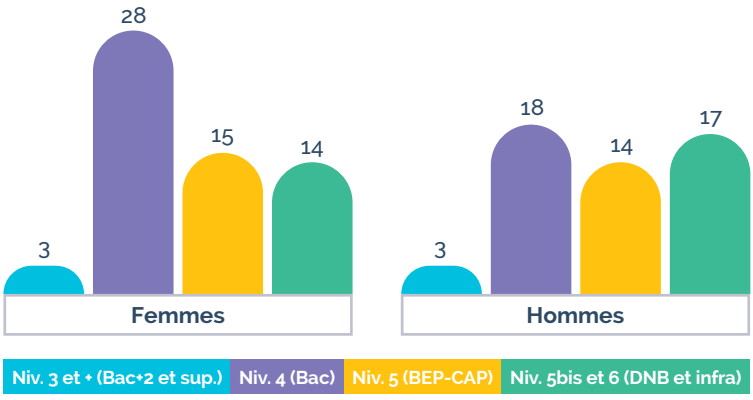
## RÉPARTITION PAR ÂGE




## RÉPARTITION PAR GENRE




## RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE




## ENTRÉES EN SITUATION

| Catégorie situation | Nb de situations | Nb de jeunes |
|---|---|---|
| Contrat en alternance | 9 | 9 |
| Emploi | 46 | 38 |
| Formation | 25 | 22 |
| Immersion en entreprise | 27 | 19 |
| Scolarité | 2 | 2 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 109 | 77 |

# SITE DE RIANTEC

**4** COMMUNES COUVERTES
**Gâvres, Locmiquélic, Port-Louis, Riantec**

**1** SITE D'ACCUEIL
**Riantec**

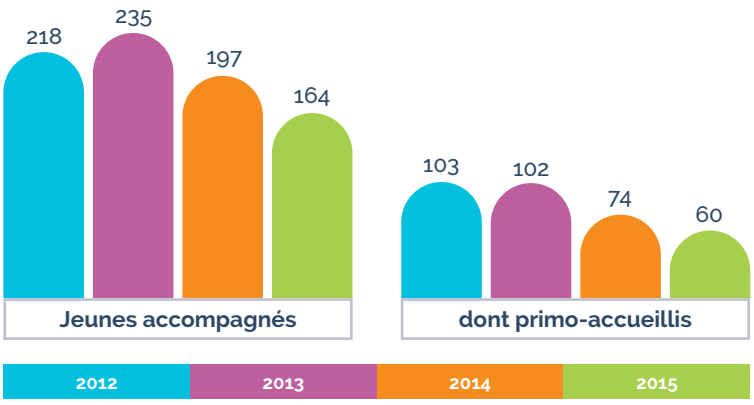
**164** **jeunes accompagnés dans l'année**

dont 60 jeunes primo-accueillis

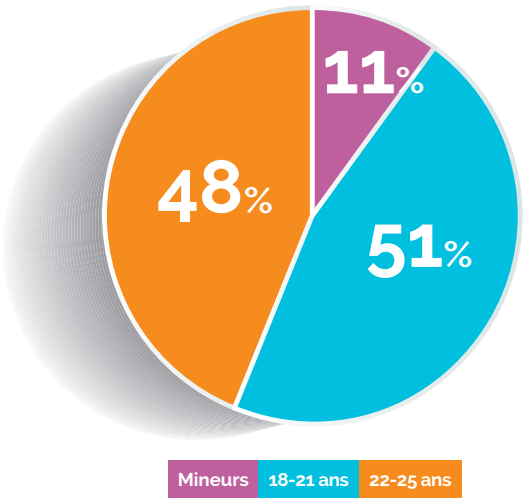
## RÉPARTITION PAR COMMUNE

| Communes | Jeunes accompagnés | dont primo-accueillis |
|---|---|---|
| Gâvres | 8 | 4 |
| Locmiquélic | 54 | 24 |
| Port-Louis | 28 | 9 |
| Riantec | 74 | 23 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 164 | 60 |

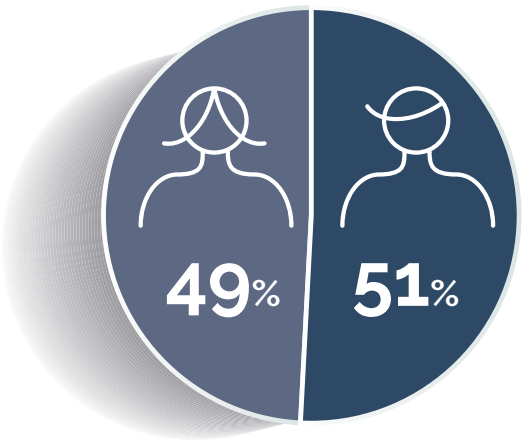
## ÉVOLUTION SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES



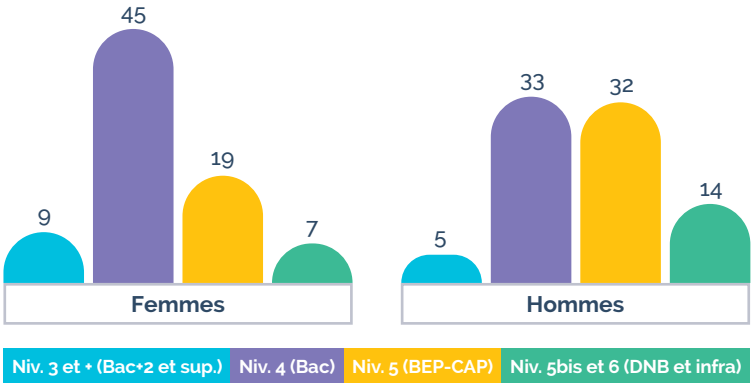
## RÉPARTITION PAR ÂGE




## RÉPARTITION PAR GENRE




## RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE




## ENTRÉES EN SITUATION

| Catégorie situation | Nb de situations | Nb de jeunes |
|---|---|---|
| Contrat en alternance | 9 | 9 |
| Emploi | 67 | 61 |
| Formation | 34 | 32 |
| Immersion en entreprise | 23 | 19 |
| Scolarité | 1 | 1 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 134 | 103 |

# SITE DE LA CCBBO

**5** COMMUNES COUVERTES
**Kervignac, Merlevenez, Nostang, Plouhinec, Sainte-Hélène**

**1** SITE D'ACCUEIL
**Merlevenez**

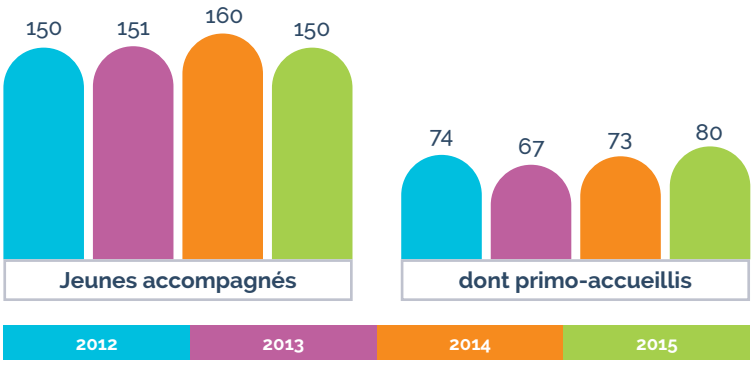
**150** **jeunes accompagnés dans l'année**

dont 80 jeunes primo-accueillis

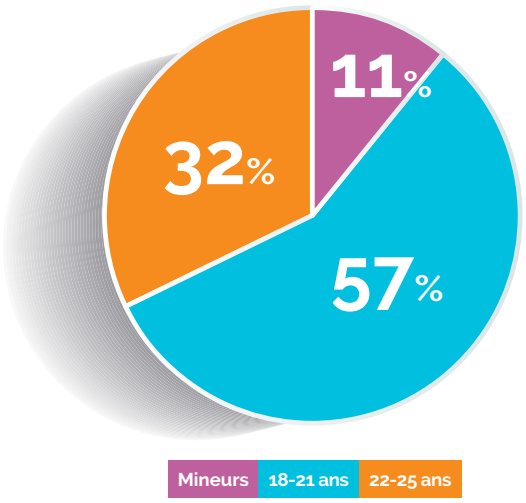
## RÉPARTITION PAR COMMUNE

| Communes | Jeunes accompagnés | dont primo-accueillis |
|---|---|---|
| Kervignac | 52 | 22 |
| Merlevenez | 34 | 20 |
| Nostang | 19 | 12 |
| Plouhinec | 37 | 22 |
| Sainte-Hélène | 8 | 4 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 150 | 80 |

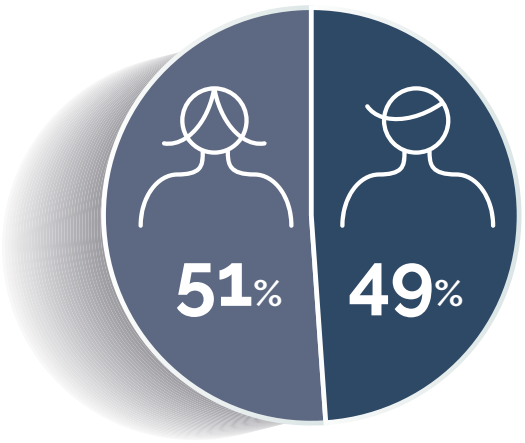
## ÉVOLUTION SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES



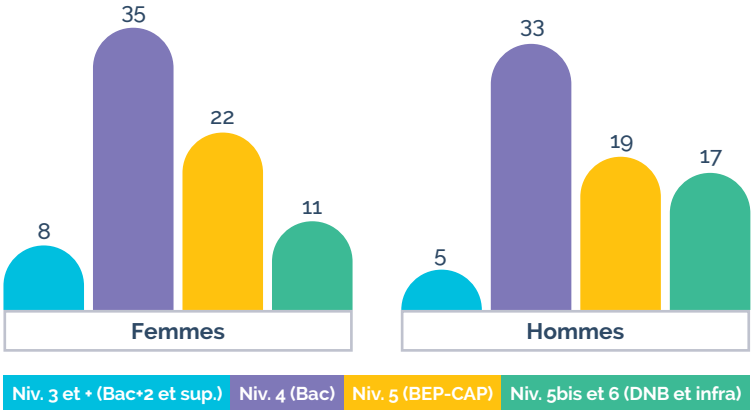
## RÉPARTITION PAR ÂGE




## RÉPARTITION PAR GENRE




## RÉPARTITION PAR NIVEAU ET GENRE




## ENTRÉES EN SITUATION

| Catégorie situation | Nb de situations | Nb de jeunes |
|---|---|---|
| Contrat en alternance | 4 | 4 |
| Emploi | 85 | 70 |
| Formation | 44 | 42 |
| Immersion en entreprise | 26 | 18 |
| Scolarité | 8 | 8 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 167 | 114 |

# LES COMPTES

## CHARGES

| | Réalisé 2014 | % | Réalisé 2015 | % |
|---|---|---|---|---|
| **Achats** | **25 516** | **1,08%** | **33 301** | **1,30%** |
| Énergie (électricité, combustibles, fuel…) | 8 655 | | 9 528 | |
| Fournitures administratives | 7 810 | | 12 054 | |
| Matériels, petits équipements | 4 997 | | 7 936 | |
| Frais de duplication et de communication | 4 054 | | 3 783 | |
| **Services extérieurs** | **60 729** | **2,57%** | **81 813** | **3,20%** |
| Charges locatives | 3 850 | | 29 793 | |
| Entretien et maintenance | 45 445 | | 41 014 | |
| Assurances | 6 626 | | 7 018 | |
| Documentation | 4 808 | | 3 989 | |
| **Autres services extérieurs** | **204 419** | **8,64%** | **226 496** | **8,87%** |
| Remunérations d'intermédiaires et honoraires | 119 236 | | 132 969 | |
| Publications | 491 | | 293 | |
| Déplacements | 25 854 | | 30 372 | |
| Missions et réceptions | 29 654 | | 36 251 | |
| Frais postaux et télécommunication/internet | 22 010 | | 18 981 | |
| Concours divers | 7 173 | | 7 631 | |
| **Impôts et taxes** | **110 084** | **4,65%** | **125 783** | **4,93%** |
| Taxe sur salaires | 74 038 | | 83 737 | |
| Participation à la formation professionnelle continue | 26 692 | | 31 029 | |
| Participation à l'effort de construction | 4 036 | | 4 595 | |
| Taxes et redevances diverses | 5 319 | | 6 422 | |
| **Charges de personnel** | **1 515 628** | **64,05%** | **1 710 553** | **67,01%** |
| Rémunération du personnel | 1 052 426 | | 1 187 922 | |
| Charges patronales | 458 391 | | 517 901 | |
| Médecine du travail | 4 810 | | 4 729 | |
| **Autres charges de personnel** | **45 850** | **1,94%** | **47 730** | **1,87%** |
| **TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT** | **1 962 225** | **82,92%** | **2 225 675** | **87,18%** |
| | | | | |
| **Fonds gérés pour compte d'autrui (enveloppe jeunes)** | 193 351 | 8,17% | 169 504 | 6,64% |
| **TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION** | **2 155 576** | **91,09%** | **2 395 179** | **93,82%** |
| | | | | |
| **Autres charges de gestion courante** | **363** | **0,02%** | **656** | **0,03%** |
| **Charges financières** | **3 609** | **0,15%** | **2 550** | **0,10%** |
| **Charges exceptionnelles** | **2 713** | **0,11%** | **2 431** | **0,10%** |
| **Dotations de l'exercice** | **63 117** | **2,67%** | **41 900** | **1,64%** |
| **TOTAL CHARGES** | **2 225 377** | | **2 442 715** | |
| | | | | |
| **Engagements à réaliser sur ressources affectées** | **36 558** | **1,54%** | **38 959** | **1,53%** |
| **Excédent** | 14 526 | 0,61% | 892 | 0,03% |
| **TOTAL COMPTE RÉSULTAT** | **2 276 461** | | **2 482 566** | |
| | | | | |
| **Évaluation des contributions volontaires en nature** | | | | |
| Apports de biens et services des communes | 40 334 | | 42 269 | |
| Apports de personnel mis à disposition par Pôle emploi | 43 545 | | 21 772 | |
| Apports de personnel mis à disposition par la PJJ | 6 066 | | 6 265 | |
| **TOTAL** | **89 945** | **3,80%** | **70 307** | **2,75%** |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **2 366 406** | **100%** | **2 552 873** | **100%** |

# PRODUITS

| | Réalisé 2014 | Réalisé 2015 |
|---|---|---|
| **Subventions structurelles** | | |
| Lorient Agglomération | 351 000 | 351 000 |
| Communauté de communes Blavet Bellevue Océan | 18 000 | 18 000 |
| **TOTAL** | **369 000** | **369 000** |
| Conseil régional de Bretagne | 200 588 | 199 695 |
| DIRECCTE Bretagne - LFI crédit d'État convention CPO | 713 147 | 703 559 |
| Pôle emploi (Co-traitance PPAE) | 105 570 | 135 861 |
| **TOTAL DES SUBVENTIONS STRUCTURELLES** | **1 388 305** | **1 408 115** |
| **Activités spécifiques** | | |
| FSE - PLIE (Accompagnement individualisé) | 37 875 | 0 |
| Conseil départemental du Morbihan | 22 500 | 36 000 |
| Conseil régional - Contrat d'accès à la qualification (CAQ) | 26 750 | 22 500 |
| ACSE/Ville de LORIENT (Quartiers politique de la ville) | 20 500 | 20 500 |
| DIRECCTE UT56 - Réseaux de parrainage | 19 825 | 17 385 |
| ACSE/DRJSCS Bretagne - Réseaux de parrainage | 6 100 | 12 200 |
| DRJSCS Bretagne - Dispositif SESAME | 0 | 4 000 |
| Ville de Lorient/FSE (KART'EMPLOI) | 45 307 | 54 109 |
| DIRECCTE Bretagne (Accord national interprofessionnel) | 90 000 | 38 400 |
| DIRECCTE Bretagne (accompagnement des Emplois d'avenir) | 72 741 | 70 226 |
| DIRECCTE Bretagne (Garantie Jeunes) | 0 | 191 520 |
| FIPD/SPIP/FSE/Conseil départemental/Fondation BNP PARIBAS (dispositif Libr'Emploi) | 119 176 | 117 581 |
| Conseil départemental - Actions ML | 3 135 | 4 349 |
| Conseil départemental - Frais de gestion enveloppe FDAJ/Fonds expérimentation | 19 669 | 9 415 |
| **TOTAL DES ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES** | **483 578** | **598 186** |
| **TOTAL DES SUBVENTIONS STRUCTUELLES ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES** | **1 871 883** | **2 006 301** |
| | | |
| **Fonds gérés pour compte d'autrui** | | |
| Conseil régional - Chèques mobilité | 35 135 | 34 840 |
| Conseil régional - Modules collectifs | 4 234 | 2 582 |
| DIRECCTE UT 56 - Enveloppe subsistance, transport, permis | 3 603 | 1 257 |
| DIRECCTE UT 56 - Enveloppe santé | 802 | 426 |
| Conseil départemental - Enveloppe actions individuelles FDAJ | 152 015 | 132 949 |
| Conseil départemental - Enveloppe actions collectives FDAJ | 1 446 | 0 |
| **TOTAL DES FONDS GÉRÉS POUR COMPTE D'AUTRUI** | **197 236** | **172 055** |
| **TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION** | **2 069 119** | **2 178 356** |
| | | |
| **Autres produits de gestion courante** | **0** | **605** |
| **Produits Financiers** | **1 431** | **1 010** |
| **Produits Exceptionnels** | | |
| - Produits exceptionnels de gestion et sur exercices antérieurs | 599 | 5 703 |
| - Produits des cessions d'éléments d'actifs | 0 | 37 |
| - Transfert de charges (ASP/CPAM/remboursement frais formation) | 194 599 | 198 992 |
| **TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS** | **195 198** | **204 732** |
| **Reprise sur amortissements et provisions** | **10 713** | **61 306** |
| **TOTAL PRODUITS** | **2 276 461** | **2 446 009** |
| | | |
| **Report des ressources non utilisés des exercices antérieurs** | **0** | **36 558** |
| **Déficit** | 0 | 0 |
| **TOTAL COMPTE RÉSULTAT** | **2 276 461** | **2 482 566** |
| | | |
| **Évaluation des contributions volontaires en nature** | | |
| Apports de biens et services des communes | 40 334 | 42 269 |
| Apports de personnel mis à disposition par Pôle emploi | 43 545 | 21 772 |
| Apports de personnel mis à disposition par la PJJ | 6 066 | 6 265 |
| **TOTAL** | **89 945** | **70 307** |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **2 366 406** | **2 552 873** |

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015

La Mission Locale réseaux pour l'emploi Pays de Lorient est financée par :

44 avenue de la Marne • 56100 Lorient
Tél. 02 97 21 42 05 • Fax 02 97 84 88 58
contact@mllorient.org

mllorient.org

www.com-k.fr